

# Tables de l'année 2013

## Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs.....	I à V
Table alphabétique des matières.....	VI à XXIX
Table chronologique de la jurisprudence.....	XXX à XXXII

Nous rappelons à nos lecteurs que ces tables figurent sur Internet en téléchargement libre ainsi que diverses autres en complément ; ces documents sont disponibles sur le site <https://sites.google.com/site/droitouvrier> qui comprend également de nombreux articles.

Par ailleurs les pages « Publications juridiques » de la rubrique « Kiosque » du site [cgt.fr](http://cgt.fr) contiennent également des informations complémentaires.

## Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

### ADAM Patrice

- Vie personnelle/vie professionnelle : une distinction envoi de dissolution ? (petit exercice de jardinage juridique)..... 431

### AKANDJI-KOMBÉ Jean-François

- Pour un renouvellement de la jurisprudence de la Cour EDH relative à la liberté d'expression syndicale ou la liberté d'expression syndicale, fille de la liberté syndicale..... 299
- Baby-Loup, suite : le contrôle de la restriction, par l'employeur, de la liberté religieuse dans l'entreprise privée  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mars 2013*..... 580

### AUZERO Gilles

- La volonté du salarié en matière de ruptures bilatérales..... 483

### BAGNARD Jean-Marc

- Égalité de traitement et prévoyance : une articulation pourtant bien nécessaire !  
*Cour d'Appel de Besançon (Ch. Soc.) 4 septembre 2012 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2013*..... 401

### BALLOUHEY François

- La rémunération du temps d'attente lors du déplacement d'un représentant du personnel (Rapport sous Cass. Soc. 12 juin 2013, San Marina)  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2013*..... 588

### BARADEL Stéphanie

- Les restrictions législatives à l'exercice du droit de grève sont d'interprétation stricte  
*Tribunal de grande instance de Bobigny 2 juillet 2012*..... 750

### BASIC Alma

- Des arrêts de travail intermittents au sein d'un mouvement de grève continu dans un service public ne nécessitent pas une confirmation quotidienne par les salariés  
*Tribunal de grande instance de Lyon (référé) 6 décembre 2012*..... 406

### BAUDEU Éric

- Consultation du CHSCT : recevabilité de l'action syndicale en justice  
*Tribunal de grande instance du Havre (référé) 16 octobre 2012*..... 146

### BAUMGARTEN Christophe

- Que faut-il réellement craindre de la LSE ?..... 739

### BENALI Aziza

- Exécution loyale du contrat et court-circuitage des attributions du salarié  
*Cour d'appel de Colmar (ch. A – sect. A) 13 novembre 2012*..... 335

### BIED-CHARRETON Marie-France

- L'article 1135 du Code civil et les usages d'hébergement des organisations syndicales par une collectivité territoriale  
*Cour d'appel de Versailles (1ère ch.) 26 février 2013*..... 425

### BONNECHÈRE Michèle

- Primauté des procédures destinées à protéger la santé des salariés  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012*..... 345
- L'indemnité forfaitaire pour travail dissimulé se cumule avec toutes les indemnités dues à l'occasion de la rupture  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013*..... 562

### BORIE Jean-Louis

- CDD à temps partiel en période alternées travaillées et non travaillées : effets de la requalification  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 octobre 2012*..... 269

### BOUGNOUX Jean-Pierre

- La consultation insuffisante du CE suspend le projet de fermeture et l'insuffisance d'un PSE et d'un plan de départ volontaire entraîne leur nullité  
*Tribunal de grande instance de Paris (P. 1 – Ch. 4) 15 janvier 2013*..... 400

### BOULMIER Daniel

- Arrêt temporaire d'exploitation et régularité de la consultation du comité d'entreprise et du CHSCT  
*Tribunal de grande instance de Nancy (Ch. 9 – référé) 2 novembre 2012*  
*Cour d'appel de Nancy (1ère Ch. civ.) 27 novembre 2012*... 267
- Chroniques de procédure prud'homale..... 295-298
- Le juge du fond confronté aux circonstances douteuses entourant les ruptures conventionnelles  
*Conseil de prud'hommes de Nancy (Industrie) 28 février 2013*

<i>Cour d'appel de Poitiers, 28 mars 2012</i>	
<i>Cour d'appel de Lyon, 14 février 2013</i> .....	<b>408</b>
• Chroniques de procédure prud'homale .....	<b>725-733</b>
• « Envoyez, c'est informé ! » .....	ou
l'employeur, la Poste et la Cour de Kafkation (À propos de Cass. Soc. 10 juillet 2013, n° 12-14.080 P).....	<b>734</b>
• Des conseillers prud'homaux enrivés par les effluves de parfum ? À propos d'une (étrange) ordonnance au sein du Conseil de prud'hommes de Grasse	
<i>Conseil de prud'hommes de Grasse – Ordonnance du président et du vice-président 5 juin 2013</i> .....	<b>750</b>
• Chroniques de procédure prud'homale .....	<b>761-771</b>
<b>BOUSSARD-VERRECCHIA Emmanuelle</b>	
• Un collège électoral sans travailleur éligible est illicite (encore et toujours à propos des travailleurs mis à disposition)	
<i>Tribunal d'instance de Versailles 15 janvier 2013</i> .....	<b>554</b>
<b>CAMAJI Laure</b>	
• Les droits du chômeur, usager du service public de l'emploi .	<b>65</b>
<i>Tribunal administratif de Paris (référé) 11 septembre 2012</i>	
<i>Conseil d'État (référé) 4 octobre 2012</i>	
<b>CANUT Florence</b>	
• Représentativité syndicale : pas de nouvelle mesure en cas d'élections partielles	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 février 2013</i> .....	<b>429</b>
<b>CAO Paul</b>	
• La réintégration après congé parental et refus discriminatoire de l'employeur de proposer un poste équivalent	
<i>Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement – Départage) 27 mai 2013</i> .....	<b>712</b>
<b>CGT</b>	
• Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi. Contribution de la CGT.....	<b>307</b>
• Note aux organisations CGT à propos du procès des dirigeants de l'UIMM .....	<b>746</b>
<b>CHAMY André</b>	
• Un juge prud'homal actif pour débusquer des tentatives artificielles de reclassement	
<i>Conseil de prud'hommes de Mulhouse (Industrie) 4 décembre 2012</i> .....	<b>338</b>
<b>CHARBONNEAU Alexandre</b>	
• Caractère professionnel d'un cancer et faute inexcusable	
<i>Cour d'appel de Lyon (Sécurité sociale) 13 novembre 2012</i> .....	<b>226</b>
<b>CHAUCHARD Jean-Pierre</b>	
• Deux enseignements à propos de la généralisation de la couverture complémentaire santé .....	<b>626</b>
<b>CHIREZ Alain</b>	
• Insuffisance professionnelle, insuffisance de résultat, faute ou manquement extra-disciplinaire.....	<b>445</b>
<b>CORMILLOT Yves</b>	
• La nouvelle mission de l'expert-comptable du comité d'entreprise sur l'examen des orientations stratégiques de l'entreprise : progrès ou duperie ?.....	<b>741</b>
<b>C.S.</b>	
• Temps de déplacement excédant un trajet normal : contrepartie	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012</i> .....	<b>149</b>
• La fouille des effets personnels (clé USB) hors la présence du salarié	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 février 2013</i> .....	<b>275</b>
• Pousser le représentant du personnel à prendre acte de la rupture du contrat dispense de devoir le réintégrer	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 mai 2013</i> .....	<b>505</b>
<b>DARVES-BORNOZ Paul (avec Pierre Masanovic)</b>	
• L'après Sodimedical : que faire ? (à propos de Cour de cassation (Ch. Com.) 3 juillet 2012).....	<b>199</b>
<b>DARVES-BORNOZ Paul</b>	
• Pas de responsabilité civile du délégué syndical pour fait de grève, mais l'action judiciaire constitue une discrimination	
<i>Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 23 mai 2013</i> .....	<b>679</b>
<b>DAVIAU Laure</b>	
• Obligation de reclassement antérieur ou postérieur au licenciement : distinction du préjudice	
<i>Cour d'appel de Versailles (19e ch.) 18 juillet 2012</i> .....	<b>221</b>
<b>DAVID Alexandre</b>	
• Validité d'une rupture conventionnelle conclue en l'état d'un différend existant entre les parties (Rapport sous Cass. Soc. 23 mai 2013, Oratio avocats.....	<b>496</b>
<b>DÉCHOZ Jacques (avec Lydia Saouli)</b>	
• La lettre d'observation de l'Inspection du travail à une entreprise constitue un document communicable aux salariés	
<i>Commission d'accès aux documents administratifs, Avis du 10 janvier 2013</i> .....	<b>276</b>
<b>DESRUES Michel</b>	
• Le prince, le tarmac et l'agent de piste	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 septembre 2012</i> .....	<b>132</b>
• Inaptitude liée à l'existence d'un harcèlement : la fin du déni pour le salarié dit « protégé »	
<i>Cour administrative d'appel de Marseille 11 juin 2013</i> .....	<b>719</b>
<b>DONDERO Bruno</b>	
• Entreprise et personnalité morale : l'approche du droit de sociétés.....	<b>151</b>
<b>DORIGNON Camille</b>	
• Droit d'auteur : la création des salariés au risque de l'œuvre collective	
<i>Cour d'appel de Paris (P5 – Ch.2) 14 septembre 2012</i> .....	<b>38</b>
• Invention hors mission d'un salarié et juste prix : prise en compte d'éléments postérieurs à l'attribution patronale pour l'évaluation financière	
<i>Cour de cassation (Ch. Com.) 9 juillet 2013</i> .....	<b>760</b>
<b>DUCROCQ Stéphane</b>	
• Externalisation de l'activité ou sous-traitance des licenciements ? .....	<b>187</b>
<b>DURAND Thierry</b>	
• Le salarié investi d'un mandat extérieur à l'épreuve de la schizophrénie patronale : la Chambre sociale de la Cour de cassation confirme le diagnostic erroné du Conseil constitutionnel.....	<b>1</b>
• Comité de groupe et étendue des pouvoirs de l'expert-comptable	
<i>Tribunal de grande instance de Paris (référé) 25 octobre 2012</i> .....	<b>123</b>
• Salarié investi d'un mandat extérieur à l'entreprise : une violation persistante de la Constitution	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 mars 2013</i> .....	<b>756</b>
<b>FERRER Anaïs</b>	
• L'exigence, à peine de nullité, de remise au salarié d'un exemplaire de la convention de rupture conventionnelle	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013</i> .....	<b>508</b>
• La nullité du PSE s'étend aux départs volontaires qui y sont subséquents	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2013</i> .....	<b>608</b>
<b>FÉVRIER Fabrice</b>	
• Le comité central d'entreprise peut bénéficier du concours du CHSCT pour émettre son propre avis sur un projet impliquant une transformation importante des conditions de travail	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013</i> .....	<b>704</b>

**GAHDOUN Pierre-Yves**

- Chroniques de jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel..... **613-618, 684-687**

**GÉA Frédéric**

- La volonté du salarié en matière de rupture unilatérale du contrat de travail..... **470**

**GRÉVY Manuela**

- Chroniques de droit administratif..... **49-56, 573-579, 619-625**

**GUICHAOUA Hervé**

- Travailleurs étrangers et précarité du contrat de travail : le référé prud'homal au soutien de la revendication collective *Conseil de prud'hommes d'Annemasse (référé) 9 août 2012* **44**
- La frontière entre l'activité professionnelle et le bénévolat .. **229**
- Les droits du salarié victime du travail illégal ..... **510**
- Sous couvert de dispositions conventionnelles, la Chambre criminelle ne retient pas la dissimulation d'heures de travail *Cour de cassation (Ch. Crim.) 16 avril 2013* ..... **564**
- Les droits du salarié à l'égard du donneur d'ordre en cas de fausse sous-traitance *Cour d'appel de Grenoble 27 juin 2013* ..... **711**

**GUIOMARD Frédéric (avec Lola Isidro)**

- Chroniques du droit de la protection sociale..... **773-783**

**HAMOUDI Karim**

- L'expert du CHSCT doit, par principe, être rémunéré du travail effectué, même en cas d'annulation ultérieure de l'expertise *Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2013* ..... **663**

**HÉAS Franck**

- Le recours à un expert par le CHSCT en matière de pénibilité du travail *Tribunal de grande instance de Tarascon 10 janvier 2013* ... **389**

**HENRIOT Patrick**

- Contrôle de légalité des actes administratifs et intérêt du justiciable : quels nouveaux espaces pour le juge prud'homal ? Conclusions du Ministère public *Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013* ..... **635**

**ISIDRO Lola (avec Frédéric Guimard)**

- Chroniques de droit de la protection sociale..... **773-783**

**JANTET-HIDALGO Mathieu**

- Vote électronique : expertise indépendante nécessaire ..... **35**
- Tribunal d'instance de Brest 7 juin 2012* ..... **35**

**J.-D. S.**

- Retour de congé parental et mutation illicite *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2013* ..... **668**

**KAPP Thomas**

- La transcription dans un procès-verbal des entretiens menés par un inspecteur du travail fait foi jusqu'à preuve du contraire *Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 mars 2013* ..... **680**

**KELLER LYON-CAEN Marianne**

- La recevabilité devant le TGI de l'action syndicale collective au bénéfice des salariés *Tribunal de grande instance de Nanterre (2e ch.) 23 novembre 2012* ..... **351**

**KOCHER Marguerite**

- À la recherche de la responsabilité du donneur d'ordre dans les relations de travail de sous-traitance : une quête impossible ? ..... **177**

**LABORDE Jean-Pierre**

- Le salarié, entre rupture choisie et rupture subie ? Interrogations sur des ruptures du contrat de travail. Rapport de synthèse du colloque de Bordeaux – Institut du travail 29 mars 2013 ..... **492**

**LACOSTE-MARY Valérie**

- Chroniques de droit social européen ..... **57-64, 567-572**

**LALLET Alexandre**

- La rente d'accident du travail ne peut donner lieu à un recours subrogatoire du tiers payeur sur un poste de préjudice personnel (Conclusions sous Conseil d'État (Sect.) 8 mars 2013, n° 361273) ..... **261**

**LANQUETIN Marie-Thérèse**

- Avantages individuels acquis et rémunération. À propos de l'arrêt Cassation sociale du 24 avril 2013, Caisse d'épargne ..... **593**

**LE BOURGEOIS Pauline**

- Licenciement en violation de la protection de la maternité : la réintégration s'impose ! *Cour d'appel de Paris (6-4) 23 avril 2013* ..... **669**

**LEGRAND Pierre-François**

- Co-emploi : la triple confusion caractérisée entre sociétés « sœurs » *Conseil de prud'hommes de Paris (Industrie – Département) 25 octobre 2012* ..... **270**

**LEROY Yann**

- Un pas de plus vers la responsabilité des sociétés-mères (à propos de CA Paris (Pôle 6 – ch. 1) 28 janvier 2013, aff. Faurecia PSA) ..... **374**

**LÉVY Alain**

- Prise illégale d'intérêts et recevabilité de constitution de partie civile des syndicats pour atteinte portée à l'intérêt collectif de la profession *Cour de cassation (Ch. Crim.) 27 juin 2012* ..... **142**

**LÉVY Claude**

- Lutter pour la reconstitution de la collectivité du travail : une victoire syndicale des travailleurs mis à disposition *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012* ..... **217**
- « Un même lieu de travail, un même statut ! » ou la lutte contre la précarisation des travailleurs à temps partiel détachés *Conseil de prud'hommes de Paris 16 avril 2013* ..... **605**

**LOKIEC Pascal**

- Variations autour de la volonté du salarié ..... **464**

**LYON-CAEN Antoine**

- Retrouver l'Entreprise ? ..... **197**

**MATHIEU Chantal**

- La géolocalisation au banc d'essai *Cour d'appel de Bordeaux 27 novembre 2012* ..... **326**

**MASANOVIC Pierre (avec Paul Darves-Bornoz)**

- L'après Sodimedical : que faire ? (à propos de Cour de cassation (Ch. Com.) 3 juillet 2012) ..... **199**
- Cours d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 20 novembre 2012* . **206**

**MAZARDO Sylvie (avec Paul Riandey)**

- Droit à la preuve et mesures d'instruction *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2012 ; Cour d'appel de Paris (P1 – Ch. 3) 4 septembre 2012* ..... **287**

**MAZIÈRES Arnaud**

- Déjouer l'instrumentalisation de l'obligation de discrétion des élus du personnel (avec Claudy Ménard)  
*Tribunal de grande instance de Lyon (référé) 9 juillet 2012 ... 22*
- Cessation d'activité de l'entreprise : le spectre de l'arrêt Brinon ?  
*Conseil de prud'hommes de Grenoble 4 juin 2012 ..... 138*
- Le CHSCT : « organisme de droit privé créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général »  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 janvier 2013 ..... 325*
- Cadre du remplacement du salarié absent pour maladie  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 janvier 2013 ..... 347*
- Action syndicale en justice contre les pressions et discriminations visant les salariés absents pour maladie  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 février 2013 ..... 360*
- Nullité des licenciements de repréailles : enfin !  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013 ..... 550*
- Contrôle de légalité des actes administratifs et intérêt du justiciable : quels nouveaux espaces pour le juge prud'homal ?  
*Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013 ; Tribunal des conflits 17 octobre 2011 et 21 décembre 2011 ..... 648*
- L'obligation de discrétion ne peut servir à dissimuler aux salariés l'existence et les conditions d'une restructuration  
*Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 1) 11 mars 2013 ; Inspection du travail (UT 078 – Sect. 15) 7 mai 2012 ..... 699*

**MÉNARD Claudy**

- Déjouer l'instrumentalisation de l'obligation de discrétion des élus du personnel (avec Arnaud Mazières)  
*Tribunal de grande instance de Lyon (référé) 9 juillet 2012 ... 22*
- La mise en œuvre d'un accord collectif étendu peut impliquer la consultation préalable du comité d'entreprise  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 novembre 2012 ..... 118*

**MESS Sylvie**

- Obligations familiales impérieuses et clause de mobilité  
*Cour d'appel de Versailles (17e ch.) 5 septembre 2012 ..... 127*
- Obligation d'adaptation au poste de travail et absence de mobilisation du plan de formation comme préjudice distinct du licenciement économique  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juin 2013 ..... 715*

**MÉTIN David**

- Mise à disposition et prêt de main-d'œuvre : la main-d'œuvre extérieure importée dans l'entreprise ..... 173

**MEYER Francis**

- La nature juridique des interventions du médecin du travail.. 12

**MEYRAT Isabelle**

- À propos de *Normativité économique et droit du travail*..... 521

**MICAULT Nathalie**

- Construction des groupes : à la recherche du responsable  
*Tribunal de grande instance de Bobigny (15e ch. correct.) 10 avril 2012 ..... 164*

**OLIVIER Arnaud**

- Obligation de sécurité de résultat de l'employeur et risques psycho-sociaux  
*Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 8 novembre 2012 ..... 264*

**ONDZE Stani**

- Le périmètre de l'obligation de reclassement à propos d'entreprise sous-traitante  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 octobre 2012 ..... 214*

**PESKINE Elsa**

- La responsabilité des sociétés-mères..... 157

**POIRIER Mireille**

- Négociation collective : arrêter le massacre – Première partie : La négociation collective, reflet des finalités du droit du travail ..... 78

- À propos de la retranscription gouvernementale de l'ANI du 11 janvier 2013 : « sécurisation de l'emploi » ou « sécurisation des décisions patronales » ? ..... 240
- Négociation collective arrêter le massacre – Deuxième partie : La négociation collective, vecteur d'altérations en droit du travail ..... 250
- La lenteur excessive de la justice prud'homale  
*Tribunal de grande instance de Paris 5 juin 2013 ..... 656*

**RADÉ Christophe**

- Les remous de la protection contre les harcèlements au travail ..... 459

**RECHOULET Philippe**

- Examen de la demande de réiliation judiciaire suivie d'un licenciement économique  
*Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement – Département) 3 octobre 2012 ..... 350*

**RENNES Pascal**

- Sur le mandat exprès du syndicat nécessaire au dépôt des listes de candidats aux élections  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2012 ..... 30*
- Exigence de double majorité du protocole électoral : notion de syndicat intéressé et portée de la saisine de la Direccte  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2012 ..... 32*
- Le périmètre de désignation des délégués syndicaux, influence des accords collectifs et contrôle du juge sur les conditions d'existence d'un établissement adéquat  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012 (deux espèces) ..... 282*
- Accès à la justice sociale : vers l'action collective ..... 523
- Un syndicat qui est représentatif au niveau de l'entreprise peut désigner des représentants de la section syndicale dans les établissements où il n'est pas représentatif  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 février 2013 ..... 560*

**RIANDEY Paul (avec Sylvie MAZARDO)**

- Droit à la preuve et mesures d'instruction  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2012 ; Cour d'appel de Paris (P.1 – Ch. 3) 4 septembre 2012 ..... 287*

**RICHARD Emmanuelle**

- La loi Sécurisation de l'emploi instaure-t-elle de « nouveaux droits collectifs » ? ..... 530
- Forfaits jours : nouvel avertissement de la Cour de cassation  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 avril 2013 ..... 611*

**ROUX Gilles**

- Effets dans le temps de l'annulation d'un arrêté de fusion d'établissements publics pour défaut de consultation du CHSCT  
*Tribunal administratif de Marseille (5e ch.) 27 juillet 2012. Conclusions du rapporteur public ..... 541*

**SAINT-JOURS Yves**

- Les particularités du contentieux social ..... 696

**SAOULI Lydia (avec Jacques Dechoz)**

- La lettre d'observation de l'Inspection du travail à une entreprise constitue un document communicable aux salariés  
*Commission d'accès aux documents administratifs, Avis du 10 janvier 2013 ..... 276*

**S. D.**

- La transaction ne peut avoir pour objet de rompre le contrat de travail (rappel)  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012 ..... 561*

**SECTEUR DLAI – CGT de CHELLES**

- La sanction par le juge des référés du licenciement de rétorsion contre l'action en justice de requalification d'un CDD  
*Conseil de prud'hommes de Meaux (Référé – Département) 17 mai 2013 ..... 549*

**SECTEUR DLAJ – UD CGT du PUY-DE-DÔME**

- Discrimination syndicale et licenciement : l'office du juge des référés  
*Conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand (Commerce)*  
4 décembre 2012  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2012*..... 422

**SMAILI Mohamed-Najib**

- L'évolution non aboutie d'une vision communautaire du droit aux congés payés (à propos de l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 13 mars 2013 n° 466 F+P+B)..... 688

**SPIRE Rachel**

- L'effectivité de la réintégration ordonnée et contrôlée par le juge et la réparation intégrale de la discrimination pour état de santé  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 mai 2013* ..... 717

**STRUILLOU Yves**

- L'égalité en matière syndicale – Le concept politico-juridique de représentativité : clef de voûte de l'armature de l'égalité en matière syndicale..... 91

**SYNDICAT des AVOCATS de FRANCE (avec le Syndicat de la Magistrature)**

- Secret des affaires : Pour une concertation large sur un projet de réforme sensible et controversé..... 112

**SYNDICAT de la MAGISTRATURE (avec le Syndicat des Avocats de France)**

- Secret des affaires : Pour une concertation large sur un projet de réforme sensible et controversé..... 112

**SYNDICAT de la MAGISTRATURE**

- Observations du Syndicat de la magistrature sur le projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi..... 313

**TARAUD Isabelle**

- Le management en équipes transversales à plusieurs filiales 169

**TAURAN Thierry**

- Résumés d'arrêts récents de la Cour de cassation.. 3-4 de couverture  
(dans chaque numéro du « Droit Ouvrier »)

**URBAN Quentin**

- Contre le syndrome du Titanic – Défendre le droit à l'information et à la communication des salariés et de leurs représentants en temps de crise ..... 102
- L'information-consultation sur les « orientations stratégiques de l'entreprise » : un progrès en trompe-l'œil . 381

**VARIN Christelle**

- De la procédure d'élaboration du règlement intérieur et des conséquences de son non-respect  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2012* ..... 26
- Mise à pied conservatoire en cas de poursuites pénales : l'abandon de la condition d'un engagement simultané de la procédure de licenciement  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2012*..... 134

**VÉRICEL Marc**

- Inaptitude et rupture du contrat de travail : un régime réellement protecteur du salarié ? ..... 454

# DROIT DU TRAVAIL (28<sup>ème</sup> édition)

par Gilles Auzero et Emmanuel Dockès



Dalloz coll. Précis – 2013 – 1556 pages  
ISBN : 978-2-247-13009-2 – 49 €

Ce Précis qui présente une vue d'ensemble du droit du travail, est un outil irremplaçable d'accès à la matière. La richesse de ses développements et de ses références en ont fait un classique du droit du travail.

Outre l'énoncé pédagogique des solutions du droit positif en vigueur, il prend le temps, de replacer les règles dans leur contexte social et d'éclairer les réflexions doctrinales, multiples et divergentes, qui agitent la matière. Au cours des derniers mois le droit du travail est resté constamment au cœur de l'actualité. En témoignent l'accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2013 et la loi du 14 juin 2013. Par ces textes, la procédure de licenciement économique a été presque entièrement réécrite, le droit des comités d'entreprises, des CHSCT, de la procédure prud'homale, du travail à temps partiel et de bien d'autres domaines encore ont été substantiellement modifiés. Ces textes nouveaux, intégrés dans la présente mise à jour, vont déclencher de nombreux contentieux. L'objectif a été d'essayer d'anticiper, dans la mesure du possible, ces conflits d'interprétation à venir et de tenter d'en prévoir les possibles solutions.

**LE CADRE INSTITUTIONNEL**

- Les sources du droit du travail
- Les institutions administratives et juridictionnelles

**L'EMPLOI**

- L'accès à l'emploi
- Le maintien dans l'emploi
- La perte de l'emploi
- Le droit du chômage total

**LE RAPPORT DE TRAVAIL**

- Le pouvoir de l'employeur
- Les conditions de travail
- La rémunération du travail

**LES RELATIONS COLLECTIVES**

- La représentation collective
- Négociations et conventions collectives
- Les conflits du travail

# Table alphabétique des matières

## ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

### PROTECTION

Rupture conventionnelle – Accident du travail – Situation conflictuelle – Précipitation – Divergence des exemplaires – Annulation de la convention de rupture (oui) – Licenciement abusif (oui)  
Première espèce : **Conseil de prud'hommes de Nancy (Industrie) 28 février 2013** ..... 408

Rupture conventionnelle – Accident de travail – Défaut de visite de reprise – Suspension du contrat de travail – Litige antérieur ou concomitant – Caractère indifférent – Annulation de la convention de rupture (non)  
Troisième espèce : **Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. B) 14 février 2013** ..... 412  
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine ..... 413

Contrat de travail – 1° temps partiel – Contrat fixant la durée et l'amplitude – Défaut d'horaires – Avenants répétés modifiant la durée mensuelle du travail – Salarié devant se tenir à la disposition de l'employeur – Requalification en contrat à temps plein – 2° Accidents de travail – Inaptitude constatée par le médecin du travail – a) Recherche de reclassement – Absence de réalité – b) Consultation des délégués du personnel – Caractère collectif – Nécessité d'une réunion  
**Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 16 avril 2013** ..... 601  
Note **Claude Lévy**, Défenseur syndical CGT des hôtels de prestige et économiques ..... 605

### RÉPARATION

Cancer – Ouvrier déversant le goudron – 1° Caractère professionnel – Contestation par l'employeur du poste réellement occupé – 2° Faute inexcusable – Conscience du danger – Caractérisation – Non-respect des prescriptions de la médecine du travail – Défaut de communication du document unique d'évaluation des risques  
**Cour d'appel de Lyon (Sécurité sociale) 13 novembre 2012** ..... 223  
Note **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences, Université de Bordeaux-I ..... 226

Faute inexcusable de l'employeur – Accident cardiovasculaire – Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Risques psychosociaux – Surcharge de travail  
**Cour de cassation (2° Ch. Civ.) 8 novembre 2012** ..... 263  
Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris ..... 264

Doctrine : **La rente d'accident du travail ne peut donner lieu à un recours subrogatoire du tiers-payeur sur un poste de préjudice personnel** (Conclusions sous Conseil d'État (Sect.), 8 mars 2013, req. n° 361273) par **Alexandre Lallet**, Rapporteur public ..... 361

Rente – Objet – Réparation des préjudices subis par la victime dans sa vie professionnelle – Conséquence – Recours subrogatoire exercé par la caisse au titre d'une telle rente (4° de l'art. L. 431-1 du Code de la Sécurité sociale) – Application des dispositions issues du IV de l'article 25 de la loi du 21 décembre 2006 – Postes de préjudice sur lesquels imputer la rente – Pertes de gains professionnels et incidences professionnelles de l'incapacité (oui) – Poste de préjudice personnel (non)  
**Conseil d'État 8 mars 2013** ..... 372

Faute inexcusable – Réparation – Étendue – Préjudices énumérés à l'article L. 452-3 CSS – Dommages non couverts – Détermination – 1° Assistance par une tierce personne après consolidation (non) – 2° Déficit fonctionnel temporaire pour la période antérieure à la consolidation (oui)  
**Cour de cassation (2° Ch. Civ.) 20 juin 2013** ..... 782  
Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS) ..... 783

## ASSURANCES SOCIALES (voir Accidents du travail ; Sécurité sociale)

## AVANTAGES ACQUIS (voir Conventions et accords collectifs)

## CHÔMAGE (assurance)

Doctrine : **Les droits du chômeur, usager du service public de l'emploi** par **Laure Camaji**, Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux ..... 65  
Chômage – Pôle emploi – Diligences contribuant au retour à l'emploi – Défaut  
Syndicat professionnel – Action en justice - Recevabilité  
**1) Tribunal administratif de Paris (référé) 11 septembre 2012** ..... 76  
**2) Conseil d'État (référé) 4 octobre 2012** ..... 77

## CLAUSE DE NON-CONCURRENCE (voir Contrat de travail)

## COMITÉS DE GROUPE

Attributions – Pouvoirs de l'expert-comptable – Documents qu'il peut se faire communiquer – Assimilation aux commissaires aux comptes – Ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation – Société de droit étranger (oui)  
**Tribunal de grande instance de Paris (référé) 25 octobre 2012** ..... 120  
Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme, Creil ..... 123

Attributions – Pouvoirs de l'expert-comptable – Documents qu'il peut se faire communiquer – Assimilation aux commissaires aux comptes – Ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation – Société de droit étranger (oui)  
**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Chambre 1) 13 mai 2013** 665  
Note ..... 666

## COMITÉS D'ENTREPRISE (voir aussi Comité de groupe)

### ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES

Consultation sur des suppressions d'emploi – Obligation de discrétion – Étendue - Contestation  
**Tribunal de grande instance de Lyon (référé) 9 juillet 2012** ..... 22  
Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical, et **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 23

Doctrine : **Contre le syndrome du Titanic – Défendre le droit à l'information et à la communication des salariés et de leurs représentants en temps de crise**, par **Quentin Urban**, Maître de conférences, Université de Strasbourg ..... 102

Document : <b>Syndicat des Avocats de France et syndicat de la Magistrature : Secret des affaires : pour une concertation large sur un projet de réforme sensible et controversé</b> .....	112
Mise en œuvre d'un accord collectif étendu – Nouvelle classification des emplois – Consultation (oui) – Transmission de pièces sous astreinte – Existence d'un trouble manifestement illicite justifiant l'allocation d'une provision <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 novembre 2012</b> .....	118
Note <b>Claudy Ménard</b> , Formateur syndical.....	119
Doctrine : <b>À propos de la retranscription gouvernementale de l'ANI du 11 janvier 2013 : « sécurisation de l'emploi » ou « sécurisation des décisions patronales » ?</b> par <b>Mireille Poirier</b> , Maître de conférences, Université Montesquieu, Bordeaux-IV.....	240
Consultation – Arrêt temporaire d'exploitation – Transmission de l'avis du CHSCT – Condition de régularité de la consultation <b>1) Tribunal de grande instance de Nancy (Ch. 9 – référé) 2 novembre 2012</b> .....	266
<b>2) Cour d'appel de Nancy (1<sup>ère</sup> Ch. civ.) 27 novembre 2012</b> .....	267
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine.....	267
Doctrine : <b>Un pas de plus vers la responsabilité des sociétés-mères</b> (à propos de CA Paris 28 janvier 2013, aff. <i>Faurecia PSA</i> ), par <b>Yann Leroy</b> , Maître de conférences, Directeur de l'Institut régional du Travail, Université de Lorraine, CERIT-Institut François Génys (EA 1138).....	374
Consultation – Plan de restructuration de la société-mère – Consultation des IRP de la filiale (oui) <b>Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 1) 28 janvier 2013</b> ....	378
Doctrine : <b>L'information-consultation sur les « orientations stratégiques de l'entreprise », un progrès en trompe-l'œil</b> , par <b>Quentin Urban</b> , Maître de conférences, Université de Strasbourg.....	381
Consultation – Projet de fermeture temporaire totale d'un hôtel pour rénovation – 1° Information due au Comité – Insuffisance – Suspension du projet – 2° PSE/plan de départs volontaires – Insuffisance – Nullité <b>Tribunal de grande instance de Paris (P. 1 – Ch. 4) 15 janvier 2013</b> .....	395
Note <b>Jean-Pierre Bougnoux</b> , Avocat au Barreau d'Angers..	400
Doctrine : <b>La loi Sécurisation de l'emploi instaure-t-elle de « nouveaux droits collectifs » ?</b> , par <b>Emmanuelle Richard</b> , Juriste en droit social.....	530
Grève – Service public – Centrales nucléaires – Opérations de maintenance – Différend sur les conditions de travail – Réquisition – 1° Compétence – Organe de droit privé investi d'une mission de service public – Organe dirigeant – 2° Risques d'atteinte aux besoins essentiels du pays – Justification et proportionnalité – 3° Comité d'entreprise et CHSCT – Lien entre la réquisition et les conditions de travail (non) (sic !) – Consultation (non) <b>Conseil d'État (Assemblée) 12 avril 2013</b> .....	573
Observations <b>Manuela Grévy</b> , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne .....	576
Suppressions d'emploi - Obligation de discrétion – Portée (deux espèces) – 1° Réorganisation et plan de départs « volontaires » – Consultation – Absence de preuve de la nature confidentielle des éléments – Trouble manifestement illicite – Levée de l'obligation (première espèce) – 2° Protection des représentants du personnel – Transmission de l'information aux salariés visés par le plan de licenciements – Demande d'autorisation de licenciement pour faute – Défense des intérêts des salariés – Caractère inopposable de l'obligation de discrétion – Rejet de la demande (deuxième espèce)	
<b>Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 1) 11 mars 2013</b> .....	699
<b>Deuxième espèce : Inspection du travail (UT 078 – Sect. 15) 7 mai 2012</b> .....	701
Note <b>Arnaud Mazières</b> , juriste d'entreprise.....	702
Société commerciale ou EPIC chargé d'une mission de service public – Consultation préalable du CE – Contestation – Compétence juridictionnelle – Distinction – 1° Décision d'organisation du service public – Compétence de l'ordre administratif – 2° Décision n'affectant pas directement le service public – Réorganisation d'un réseau de télécommunications de sécurité – Défaut d'incidence sur la distribution et le transport d'électricité ou sur la situation des usagers – Compétence judiciaire Consultation préalable – Transformation importante des postes de travail – Nécessité d'un avis du CHSCT – Communication de ces avis au CE – Défaut – Conséquences – Suspension de la mise en œuvre du projet <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013</b> .....	704
Note <b>Fabrice Février</b> , Avocat au Barreau de Paris.....	706
Doctrine : <b>La loi dite de sécurisation de l'emploi et les prérogatives du comité d'entreprise – Que faut-il réellement craindre de la LES ?</b> par <b>Christophe Baumgarten</b> , Avocat au Barreau de Bobigny.....	739
Doctrine : <b>La nouvelle mission de l'expert-comptable du comité d'entreprise sur l'examen des orientations stratégiques de l'entreprise : progrès ou duperie ?</b> par <b>Yves Cormillot</b> , Expert auprès des comités d'entreprise .....	741
<b>MOYENS DE FONCTIONNEMENT</b>	
Bénéfices de prestations de conseil d'avocats – Imputation sur les budgets – Distinction – 1° Budget de fonctionnement – Conseil aux élus – 2° Activités sociales et culturelles – Consultation pour les salariés – Étendue – Conseil en toute matière <b>Tribunal de grande instance de Paris (Ch. 1 – Sect. 4) 4 juin 2013</b> .....	545
Note .....	546
<b>HEURES DE DÉLÉGATION</b>	
<b>La rémunération des temps d'attente lors du déplacement d'un représentant du personnel</b> (Rapport sous Cass. Soc. 12 juin 2013, <i>San Marina</i> ), par <b>François Ballouhey</b> , Conseiller à la Cour de cassation .....	588
Exercice du mandat – Temps de déplacement – Rémunération – Temps d'attente <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2013</b> .....	591
<b>COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)</b>	
<b>ATTRIBUTIONS</b>	
Syndicat professionnel – Action en justice – Contestation de la régularité de consultation d'un CHSCT – Recevabilité (oui) CHSCT – Convocation – Délai - Urgence <b>Tribunal de grande instance du Havre (référé) 16 octobre 2012</b> .....	145
Note <b>Éric Baudeau</b> , Avocat au Barreau de Rouen.....	146
Comité d'entreprise – Attributions économiques – Consultation – Arrêt temporaire d'exploitation – Transmission de l'avis du CHSCT – Condition de régularité de la consultation <b>1) Tribunal de grande instance de Nancy (Ch. 9 – référé) 2 novembre 2012</b> .....	266
<b>2) Cour d'appel de Nancy (1<sup>ère</sup> Ch. civ.) 27 novembre 2012</b> .....	267
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine.....	267

## VIII

Consultation – Cas – Fusion d'établissements publics de santé – Décision d'aménagement important modifiant les conditions de travail – Principe constitutionnel de participation des travailleurs – Annulation de l'arrêté de fusion – Modulation des effets dans le temps

**Tribunal administratif de Marseille (3<sup>e</sup> Ch.) 27 juillet 2012**..... 540  
Note **Gilles Roux**, Rapporteur public..... 541

Grève – Service public – Centrales nucléaires – Opérations de maintenance – Différend sur les conditions de travail – Réquisition – 1<sup>o</sup> Compétence – Organisme de droit privé investi d'une mission de service public – Organe dirigeant – 2<sup>o</sup> Risque d'atteinte aux besoins essentiels du pays – Justification et proportionnalité – 3<sup>o</sup> Comité d'entreprise et CHSCT – Lien entre la réquisition et les conditions de travail (non) (sic !) – Consultation (non)

**Conseil d'État (Assemblée) 12 avril 2013** ..... 573  
Observations **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne ..... 576

Comité d'entreprise – Attributions économiques – Consultation préalable – Transformation importante des postes de travail – Nécessité d'un avis du CHSCT – Communication de ces avis au CE – Défaut – Conséquences – Suspension de la mise en œuvre du projet

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013**..... 704  
Note **Fabrice Février**, Avocat au Barreau de Paris..... 706

## EXPERTS

Désignation – Modalités – Employeur public ayant la qualité de pouvoir adjudicateur – Soumission du CHSCT aux règles de la commande publique (ord. 2005-649) (oui) – Activité d'expertise relevant du décret 2005-1542 (non)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 janvier 2013**..... 325  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 325

Recours – Risques graves – Caractérisation – Pénibilité des conditions de travail – Exposition à des fumées et poussières irritantes – Recensement des risques

**Tribunal de grande instance de Tarascon 10 janvier 2013**..... 389  
Note **Franck Héas**, Maître de conférences, Université de Nantes – Droit et changement social, UMR CNRS 6297 ..... 390

Prestation – Contestation de l'employeur – Effet suspensif (non) – Annulation du recours à l'expert – Paiement de l'expert dû par l'employeur (oui)

Tribunal – Compétence – Différend entre l'expert du CHSCT et l'employeur – Tribunal de grande instance – Procédure liée à l'art. R. 4624-19 CT (oui)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 janvier 2013**..... 663  
Note **Karim Hamoudi**, Avocat au Barreau de Paris..... 663

## CONGÉS

### CONGÉS PARTICULIERS

Congé parental d'éducation – Reprise d'emploi à l'issue du congé – Affectation à un autre poste – Emploi initial disponible – Licéité (non) – Clause de mobilité – Portée – Prise d'acte justifiée (oui)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2013**..... 667  
Note **J.-D. S.**..... 668

Femme enceinte – Licenciement pour faute grave – Falsification de bulletins de paie en vue de l'obtention d'un prêt – Charge de la preuve – Faits établis (non) – Nullité de la rupture – Réintégration – Tiers prêteur – Atteinte à la vie privée – Indemnisation

Syndicat professionnel – Action en justice – Intervention volontaire – Violation des règles protectrices de la maternité – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Dommages et intérêts  
**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 4<sup>e</sup> ch.) 23 avril 2013** ..... 669  
Note **Pauline Le Bourgeois**, Avocat au Barreau de Toulouse 672

Congé parental d'éducation – Expiration – Reprise d'emploi – Manquement de l'employeur – Condamnation sous astreinte à proposer un emploi similaire à celui occupé précédemment – Refus des postes proposés – Licenciement – Violation de l'art. L. 1225-55 – Réintégration

**Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement – Département) 27 mai 2013** ..... 708  
Note **Paul Cao**, Avocat au Barreau d'Angers..... 712

## CONGÉS PAYÉS - DÉTERMINATION

Doctrine : **L'évolution non aboutie d'une vision communautaire du droit aux congés payés** (À propos de l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 13 mars 2013, n<sup>o</sup> 466 FS + P + B) par **Mohamed-Najib Smaili**, Docteur en droit ..... 688

Congés payés – Période d'arrêt maladie – Assimilation à du temps de travail effectif – Directive européenne 2003/88 – Invocabilité entre particuliers (non) – Exclusion de la période  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2013** ..... 695

## CONGÉS PAYÉS - INDEMNITÉ

Contrat de travail – Compensation salariale – Unicité de l'instance – Compensation légale – Régularisation de congés payés – Demande en justice (non) – Principe de l'unicité de l'instance (non)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2012**..... 295  
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences ..... 295

## CONSEIL CONSTITUTIONNEL

**Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel** (première partie). Décisions sélectionnées et commentées par **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP

Conventions et accords collectifs – Protection sociale complémentaire – Accords de branche – Exigence d'un objectif d'intérêt général – 1<sup>o</sup> Obligation d'ouvrir des négociations – 2<sup>o</sup> Art. L. 912-1 du Code de la Sécurité sociale – Désignation de l'organisme assureur – Adhésion obligatoire après mise en concurrence – Atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté contractuelle

**Décision n<sup>o</sup> 2013-672 DC, 13 juin 2013, Loi relative à la sécurisation de l'emploi** ..... 613  
Observations..... 615  
Contrat de travail – Définition du rapport salarial – Maîtres sous contrat des établissements d'enseignement privés – Statut – Qualification légale d'agent public – Atteinte aux conventions (non) – Atteintes au principe de participation (non)  
**Décision n<sup>o</sup> 2013-322 QPC, 14 juin 2013, M. Philippe W.** 616  
Observations..... 617

Doctrine : **Deux enseignements à propos de la généralisation de la couverture complémentaire santé**, par **Jean-Pierre Chauchard**, Professeur émérite de l'Université de Nantes ..... 626

**Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel** (deuxième partie). Décisions sélectionnées et commentées par **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP

Contrat de travail – Définition du rapport salarial – Travail en prison – Exclusion de la qualification de contrat de travail – Atteinte à des droits constitutionnels (non)  
**Décision n<sup>o</sup> 2013-320/321 QPC, 14 juin 2013, M. Yacine T. et a.**..... 684  
Observations..... 685  
Licenciement pour motif économique – Entreprise en difficulté – Insuffisance du PSE – Conséquence – Art. L. 1235-10 excluant la nullité – Conformité à la Constitution (oui)  
**Décision n<sup>o</sup> 2013-299 QPC, 28 mars 2013, Mme Maïtena V.**..... 685  
Observations..... 686



## CONSEILS DE PRUD'HOMMES (voir aussi Tribunaux)

### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Doctrine : **Accès à la justice sociale : vers l'action collective**, par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire..... 523

Doctrine : **La lenteur excessive de la justice prud'homale** (TGI Paris 5 juin 2013, n° 12-04402) par **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV. Tribunaux – Fonctionnement défectueux du service public de la justice – Contestation de licenciements pour motif économique – Dépassement de délais légaux pour réunir les bureaux de conciliation et de jugement – Prononcé des jugements plusieurs années après l'audience – Engagement de la responsabilité de l'État (oui) **Tribunal de grande instance de Paris 5 juin 2013** ..... 662

Attributions – Audience de mise en état – Charte de fonctionnement – Portée **Conseil de prud'hommes de Grasse – Ordonnance du président et du vice-président 5 juin 2013**..... 748  
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine..... 750

Doctrine : Réflexions complémentaires suscitées par une chronique récente du Président de la Chambre sociale de la Cour de cassation par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine ..... 771

### COMPÉTENCE

Doctrine : **Contrôle de la légalité des actes administratifs et intérêt du justiciable : quels nouveaux espaces pour le juge prud'homal ? Conclusions du Ministère public Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013**, par **Patrick Henriot**, Substitut général ..... 635

Contrat de travail – Frais professionnels – Entretien des tenues de travail – Prise en charge – Employeur – Société de droit privé chargée d'une mission de service public – Note interne reportant sur les agents les frais d'entretien – Légalité – Appréciation – Contrariété avec le droit communautaire transposé – Primauté de la directive européenne (art. 88-1 Constitution) – Question préjudicielle devant l'ordre administratif (non) – Compétence du juge judiciaire (oui) – Référé – Trouble manifestement illicite – Mise à l'écart de la note **Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013** ..... 642  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 648

Tribunaux – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge judiciaire – Appréciation de la légalité d'un acte administratif réglementaire – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre administratif – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge judiciaire pour se prononcer sur la légalité – 1° Illégalité manifeste – Jurisprudence établie (deux espèces) – 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité  
Première espèce : **Tribunal des conflits 17 octobre 2011** ... 653  
Deuxième espèce : **Tribunal des conflits 12 décembre 2011**..... 654

### PROCÉDURE

Bureau de jugement – Saisine directe – Entreprise en difficulté – Litige relatif à l'inscription des créances salariales par le représentant des créanciers **Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 octobre 2012** ..... 214  
Note **Stani Ondze**, Docteur en droit, Membre de l'IRERP, Paris-Ouest Nanterre-La Défense..... 214

**Chroniques de Procédure prud'homale**, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine

Contrat de travail – Compensation salariale – Unicité de l'instance – Compensation légale – Régularisation de congés payés – Demande en justice (non) – Principe de l'unicité de l'instance (non)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2012**..... 295  
Note ..... 295

Preuve – Conversation téléphonique – Message laissé sur une boîte vocale – Transcription par huissier – Procédé déloyal (non) – Recevabilité de la preuve (oui) – Licenciement – Caractère verbal – Absence de cause réelle et sérieuse

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013** ..... 296  
Note ..... 297

Licenciement pour motif économique – 1° Action en justice – Prescription (L. 1235-7) – Limites – 2° Obligation de reclassement – Employeur faisant l'objet d'une procédure collective – Incidence (non) – Expédition de 48 lettres aux autres sociétés du groupe – Caractère sérieux des recherches (non) – 3° Obligation de formation et d'adaptation – Non-respect

**Conseil de prud'hommes de Mulhouse (Industrie) 4 décembre 2012** ..... 338  
Note **André Chamy**, Avocat au Barreau de Mulhouse ..... 343

**Chroniques de Procédure prud'homale**, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine

Droit disciplinaire – Lettre de licenciement – Qualification de la faute – Pouvoir du juge – Portée – Aggravation (non) Grève – Licenciement – Condition – Faute lourde – Défaut – Conséquence – Nullité de la rupture

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 juin 2013** ..... 725  
Note ..... 726

Voies de recours – Appel – Acte de notification – Mentions – Modalités d'exercice – Lieu de la Cour d'appel

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 mai 2013** ..... 727  
Note ..... 728

Action en justice – Départage partiel – Appel – Désistement – Acceptation de la partie adverse – Renonciation aux prétentions non tranchées (non) – Réparation d'une omission à statuer (oui) – Dispositif incomplet – Renonciation à contester (non)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 mai 2013** ..... 729  
Note ..... 732

Rémunération – À travail égal, salaire égal – Charge de la preuve – Éléments de fait – Preuve entre les mains de l'autre partie – Allégations : insuffisant – Production de justificatifs – Communication forcée – Nécessité – Abstention ou refus de communiquer – Office du juge (deux espèces)

**Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2013**..... 761

**Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement – Départage) 7 février 2013** ..... 762  
Note ..... 763

Délégués du personnel – Atteinte aux libertés – Droit d'alerte – Discrimination – Activité syndicale – Mesures d'instruction – Autorité de la chose jugée (non) – Unicité d'instance (non) – Prescription

**Conseil de prud'hommes de Versailles (Industrie – Départage) 14 mai 2013** ..... 766  
Note ..... 769

### RÉFÉRÉ PRUD'HOMAL

Contrat de travail – Exécution – Revendication portant sur le remboursement des frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d'expression – Trouble manifestement illicite – Réintégration

**Cour d'appel de Versailles (6° Ch. – Référé) 20 novembre 2012** ..... 130  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 131

Tribunaux – Mesures d’instruction <i>in futurum</i> art. 145 CPC – Contribution à l’établissement de la preuve (deux espèces) – Conseil de prud’hommes – Pouvoirs de la formation de référé – Violation de l’obligation d’égalité de traitement – Motif légitime – Respect de la vie personnelle et du secret des affaires – Obstacles (non) (première espèce)	
<b>Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2012</b> .....	<b>287</b>
Note <b>Sylvie Mazardo</b> et <b>Paul Riandey</b> , Avocats au Barreau d’Orléans.....	<b>290</b>
Syndicat professionnel – Discrimination – Licenciement (deux espèces) – Réintégration (première espèce) – Référé – Office du juge (deuxième espèce)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2012</b> .....	<b>422</b>
Note <b>Secteur Droits, libertés et actions juridiques, Union départementale CGT DU Puy-de-Dôme</b> .....	<b>422</b>
Contrat à durée déterminée – Requalification judiciaire-Embauche – Licenciement – Causalité entre la rupture et l’action en justice – Réintégration	
Conseil de prud’hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Violation d’une liberté fondamentale – Accès à un tribunal – Article 6 § 1 CEDH – Poursuite du contrat de travail	
<b>Conseil de prud’hommes de Meaux (Référé - Département) 17 mai 2013</b> .....	<b>547</b>
Note <b>Secteur Droits, libertés et actions juridiques, Union locale CGT de Chelles</b> .....	<b>549</b>
Contrat à durée déterminée – Rupture anticipée – Action en justice engagée par le salarié antérieurement à la rupture – Non-respect des motifs légaux de rupture – Présomption de causalité entre la rupture et l’action en justice – Preuve contraire	
Conseil de prud’hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Violation d’une liberté fondamentale – Poursuite du contrat de travail	
Libertés et droits fondamentaux – Accès à un tribunal – Article 6 § 1 CEDH – Action en justice engagée par le salarié contre son employeur pendant l’exécution de son contrat de travail	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013</b> .....	<b>550</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d’entreprise.....	<b>550</b>
<b>CONTRAT DE TRAVAIL (voir aussi Employeur, Entreprise, Groupe)</b>	
<b>DÉFINITION DU RAPPORT SALARIAL</b>	
Subordination – Associé unique	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012</b> .....	<b>25</b>
Note.....	<b>25</b>
Colloque du Syndicat des Avocats de France – 8 décembre 2012 – <b>L’entreprise éclatée. Identifier l’employeur, attribuer les responsabilités</b>	
<b>Entreprise et personne morale : l’approche du droit des sociétés</b> par <b>Bruno Dondero</b> , Agrégé des Facultés de droit, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris-I).....	<b>151</b>
<b>La responsabilité des sociétés-mères</b> par <b>Elsa Peskine</b> , Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense.....	<b>157</b>
<b>Construction des groupes : à la recherche du responsable</b> par <b>Nathalie Micault</b> , Avocate au Barreau de Paris.....	<b>164</b>
Annexe : travail illégal – Travail dissimulé – Responsabilité pénale – Complicité – Maison-mère ayant organisé l’infraction	
<b>Tribunal de grande instance de Bobigny (15<sup>e</sup> ch. correct.) 10 avril 2012</b> .....	<b>166</b>
<b>Le management en équipes transversales à plusieurs filiales</b> par <b>Isabelle Taraud</b> , Avocate au Barreau du Val-de-Marne.....	<b>169</b>

<b>Mise à disposition et prêt de main-d’œuvre : la main-d’œuvre extérieure importée dans l’entreprise</b> par <b>David Métin</b> , Avocat au Barreau de Versailles.....	<b>173</b>
<b>À la recherche de la responsabilité du donneur d’ordre dans les relations de travail de sous-traitance : une quête impossible ?</b> par <b>Marguerite Kocher</b> , Maître de conférences, Université de Haute-Alsace, Avocate au Barreau de Versailles.....	<b>177</b>
<b>Externalisation de l’activité ou sous-traitance des licenciements ?</b> par <b>Stéphane Ducrocq</b> , Avocat au Barreau de Lille.....	<b>187</b>
<b>Retrouver l’entreprise ?</b> par <b>Antoine Lyon-Caen</b> , Professeur, Université de Paris-Ouest, Nanterre-La Défense, Directeur d’études à l’EHESS.....	<b>197</b>
Doctrine : <b>L’après Sodimedical : que faire ?</b> par <b>Paul Darves-Bornoz</b> , Avocat au Barreau d’Anney, et <b>Pierre Masanovic</b> , Avocat au Barreau de Lyon.....	<b>199</b>
Entreprise en difficulté – Redressement et liquidation judiciaire – Ouverture – Causes – Cessation des paiements – Appréciation – Société d’un groupe – État à caractériser objectivement et individuellement – Mobiles du débiteur – Absence d’influence	
<b>Première espèce : Cour de cassation (Ch. Com.) 3 juillet 2012</b> .....	<b>205</b>
Licenciement pour motif économique – Co-emploi – Société-mère <i>in bonis</i> – Filiale en redressement judiciaire – Autonomie des régimes juridiques applicables aux ruptures des contrats de travail – Recours récursoire de l’AGS	
<b>Deuxième espèce : Cour d’appel de Chambéry (Ch. Soc.) 20 novembre 2012</b> .....	<b>206</b>
Doctrine : <b>La frontière entre l’activité professionnelle et le bénévolat</b> , par <b>Hervé Guichaoua</b> , Directeur du travail...	<b>229</b>
Co-emploi – Confusion d’intérêts, d’activité et de direction – Caractérisation – Confusion établie entre sociétés-« sœurs » – Licenciement économique privé de cause réelle et sérieuse – PSE insuffisant	
<b>Conseil de prud’hommes de Paris (Industrie - Département) 25 octobre 2012</b> .....	<b>270</b>
Note <b>Pierre-François Legrand</b> , Doctorant à l’Université Paris-I Panthéon-Sorbonne.....	<b>274</b>
Maîtres sous contrat des établissements d’enseignement privés – Statut – Qualification légale d’agent public – Atteinte aux conventions (non) – Atteintes au principe de participation (non)	
<b>Décision n° 2013-322 QPC, 14 juin 2013</b> .....	<b>616</b>
Observations <b>Pierre-Yves Gahdoun</b> , Professeur à l’Université de Montpellier-I – CERCOP.....	<b>617</b>
Travail en prison – Exclusion de la qualification de contrat de travail – Atteinte à des droits constitutionnels (non)	
<b>Décision n° 2013-320/321 QPC, 14 juin 2013</b> .....	<b>684</b>
Observations <b>Pierre-Yves Gahdoun</b> , Professeur à l’Université de Montpellier-I – CERCOP.....	<b>685</b>
<b>EXÉCUTION DU CONTRAT</b>	
Revendication portant sur le remboursement de frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d’expression – Trouble manifestement illicite – Réintégratinon	
<b>Cour d’appel de Versailles (6<sup>e</sup> ch. – Référé) 20 novembre 2012</b> .....	<b>130</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d’entreprise.....	<b>131</b>
Pouvoir de l’employeur – Fouille des effets personnels du salarié hors sa présence – Clé USB	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 février 2013</b> .....	<b>275</b>
Note <b>C. S.</b> .....	<b>275</b>

Dispositif de géolocalisation des véhicules – Salariés itinérants – 1° Recours – Justification et proportionnalité (oui) – 2° Modalités – Conditions – Respect de la vie personnelle – Respect de la liberté syndicale – Exercice des mandats représentatifs – Nécessité d'une désactivation à l'initiative du salarié

**Cour d'appel de Bordeaux (4° Ch. Civ. – Sect. A) 27 novembre 2012** ..... 326  
 Note **Chantal Mathieu**, Maître de conférences, Université de Franche-Comté ..... 329

Manquement de l'employeur – Résiliation judiciaire – Indemnisation – Modalité des fonctions résultant de l'introduction d'un nouvel échelon hiérarchique – Privation d'autonomie et de responsabilités – 2° - Exécution loyale du contrat – Organisation court-circuitant les attributions du salarié  
**Cour d'appel de Colmar (Ch. A – Sect. A) 15 novembre 2012**..... 334  
 Note **Aziza Benali**, Élève Avocat ..... 335

Doctrines : **Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux – vendredi 29 mars 2013. « Le salarié entre rupture choisie et rupture subie ? Interrogations sur des ruptures du contrat de travail »**

Doctrines : **Vie personnelle / vie professionnelle : une distinction en voie de dissolution ? (petit exercice de jardinage juridique)** par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université de Lorraine ..... 431

Doctrines : **Insuffisance professionnelle – Insuffisance de résultat – Faute ou manquement extra-disciplinaire** par **Alain Chirez**, Professeur des Universités, Avocat au Barreau de Grasse ..... 445

Doctrines : **Variations autour de la volonté du salarié** par **Pascal Lokiec**, Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense ..... 464

Obligation d'adaptation au poste de travail – Responsabilité de l'employeur – Carence – Absence de mobilisation du plan de formation – Inertie du salarié – Incidence (non) – Licenciement pour motif économique – Préjudice distinct – Dommages et intérêts  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juin 2013** ..... 714  
 Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme, Avignon ..... 715

## CLAUSES SPÉCIALES

Salaire et rémunération – Droit d'auteur – Création de salariés – Dessins de joaillerie – Œuvre collective (oui) – Caractérisation – Cadre contraignant et défaut d'autonomie  
**Cour d'appel de Paris (P. 5 – Ch. 2) 14 septembre 2012**..... 38  
 Note **Camille Dorignon**, Juriste en propriété intellectuelle ..... 42

Clause de mobilité – Non-respect – Obligations familiales impérieuses – Licenciement – Absence de cause réelle et sérieuse  
**Cour d'appel de Versailles (17° ch.) 5 septembre 2012**..... 125  
 Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme, Avignon ..... 127

Congé parental d'éducation – Reprise d'emploi à l'issue du congé – Affectation à un autre poste – Emploi initial disponible – Licéité (non) – Clause de mobilité – Portée – Prise d'acte justifiée (oui)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2013** ..... 667  
 Note **J.-D. S.**, ..... 668

**« Envoyez, c'est informé ! »... ou l'employeur, la Poste et la Cour de Kafkation** (À propos de Cass. Soc. 10 juillet 2013, n° 12-14-0850 P) par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine ..... 734

Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Rupture du contrat de travail – Renonciation patronale au bénéfice de la clause – Notification par lettre recommandée – Défaut d'acheminement – Incidence (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013**..... 738

## CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE

### PÉRIODE D'ESSAI

Travailleur étranger – Travail saisonnier – Demande d'autorisation de travail par l'employeur – Communication à l'administration du contrat différent de celui signé ensuite entre les parties – Introduction d'une période d'essai – Mouvement collectif portant des revendications salariales – Rupture de l'essai – Inopposabilité au salarié du second contrat – Réintégration  
**Conseil de prud'hommes d'Annemasse (référé) 9 août 2012**..... 44  
 Note **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... 48

### RECOURS

Discrimination – Âge – Mise à la retraite – Justification – Objectif d'emploi des jeunes – Incomplétude de la pension de retraite – Recours au CDD  
**CJUE 5 juillet 2012**..... 62  
 Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences ..... 63

### REQUALIFICATION

Contrat à durée déterminée (directive 99/70 et accord-cadre du 18 mars 1999) – Transformation en CDI – Secteur public (loi n° 2005-843) – Condition – Reprise à l'identique des clauses principales figurant dans le contrat précédent - Limites  
**CJUE 8 mars 2012** ..... 57  
 Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... 58

Temps partiel – Requalifications – Effet – Alternance de périodes travaillées et non travaillées – Paiement des salaires (oui) – Déduction des autres revenus perçus (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 octobre 2012** ..... 268  
 Note **Jean-Louis Borie**, Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand ..... 269

Requalification judiciaire – Embauche – Licenciement – Causalité entre la rupture et l'action en justice - Réintégration  
 Conseil de prud'hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Violation d'une liberté fondamentale – Accès à un tribunal – Art. 6 § 1 CEDH – Poursuite du contrat de travail  
**Conseil de prud'hommes de Meaux (Référé - Département) 17 mai 2013** ..... 547  
 Note **Secteur Droits, libertés et actions juridiques, Union locale CGT de Chelles**..... 549

### RUPTURE – TERME

Rupture anticipée – Action en justice engagée par le salarié antérieurement à la rupture – Non-respect des motifs légaux de rupture – Présomption de causalité entre la rupture et l'action en justice – Preuve contraire  
 Conseil de prud'hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Violation d'une liberté fondamentale – Poursuite du contrat de travail  
 Libertés et droits fondamentaux – Accès à un tribunal – Article 6 § 1 CEDH – Action en justice engagée par le salarié contre son employeur pendant l'exécution de son contrat de travail  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013** ..... 550  
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 550

## CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

Doctrines : **Arrêter le massacre** – Première partie : **La négociation collective, reflet des finalités du droit du travail**, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV ..... 78

Doctrines : **L'égalité en matière syndicale – Le concept politico-juridique de représentativité, clef de voûte de l'armature de l'égalité en matière syndicale**, par **Yves Struillou**, Conseiller d'État, Conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation..... **91**

Doctrines : **À propos de la retranscription gouvernementale de l'ANI du 11 janvier 2013 : « sécurisation de l'emploi » ou « sécurisation des décisions patronales » ?**, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV..... **240**

Doctrines : **Arrêter le massacre – Deuxième partie : La négociation collective, vecteur d'altérations en droit du travail**, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV..... **250**

**NÉGOCIATION**

Négociation collective – Organisation syndicale exclue d'une étape essentielle – Arrêté d'extension – Nullité  
**Conseil d'État 4 juillet 2012 2012**..... **55**  
 Note **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne ..... **55**

**INTERPRÉTATION ET APPLICATION**

Comité d'entreprise – Attributions économiques – Mise en œuvre d'un accord collectif étendu – Nouvelle classification des emplois – Consultation (oui) – Transmission de pièces sous astreinte – Existence d'un trouble manifestement illicite justifiant l'allocation d'une provision  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 novembre 2012** ..... **118**  
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical..... **119**

Syndicat professionnel – Action en justice – Recevabilité – Convention collective applicable – Détermination – Activité principale de l'entreprise – Régularisation de la situation de l'ensemble des salariés de l'entreprise  
**Tribunal de grande instance de Nanterre (2<sup>e</sup> ch.) 23 novembre 2012** ..... **351**  
 Note **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne ..... **353**

Égalité de traitement – Respect – Prévoyance (deux espèces) – Indemnisation durant un arrêt maladie – Différence de montant et de durée selon les catégories professionnelles – Justification (non) – Extension du bénéficiaire aux non-cadres (première espèce) – Prise en charge patronale de la totalité de la cotisation – Avantage excluant les non-cadres – Justifications (sic) – Particularités des régimes de prévoyance – Objectif de solidarité – Égalité de traitement limitée à une même catégorie professionnelle (deuxième espèce)  
**Première espèce : Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 4 septembre 2012**..... **401**  
**Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2013** ..... **402**  
 Note **Jean-Marc Bagnard**, Défenseur syndical, Union locale CGT de Lons-le-Saunier..... **403**

**CONTENU**

Syndicat professionnel – Délégué syndical – Périmètre de désignation – Accords collectifs prévoyant un cadre plus restreint que celui du comité d'établissement- Validité des désignations – Obligation pour le juge de vérifier l'existence d'une collectivité de travailleurs et d'intérêts communs (deux espèces) – Accord d'entreprise – Entreprise ayant un comité d'entreprise unique (première espèce) – Convention collective – Disposition plus favorable (deuxième espèce)  
**Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012** ..... **282**  
**Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012** ..... **283**  
 Note **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire..... **284**

Protection sociale complémentaire – Accords de branche – Exigence d'un objectif d'intérêt général – 1<sup>o</sup> Obligation d'ouvrir des négociations – 2<sup>o</sup> Art. L. 912-1 du Code de la Sécurité sociale – Désignation de l'organisme assureur – Adhésion obligatoire après mise en concurrence – Atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté contractuelle  
**Conseil constitutionnel, décision n° 2013-672 DC, 13 mars 2013, Loi relative à la sécurisation de l'emploi** ..... **613**  
 Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP ..... **615**

**AVANTAGES ACQUIS**

Doctrines : **Avantages individuels acquis et rémunération** (À propos de l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 24 avril 2013, *Caisse d'épargne*) par **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheure, Université Paris-Ouest La Défense ..... **593**  
 Accords d'entreprise – Dénonciation – Bénéfice des avantages individuels acquis – Salariés engagés postérieurement à la dénonciation – Attribution d'avantages par engagement unilatéral de l'employeur – Réserve aux seuls salariés engagés postérieurement (oui) – Atteinte à l'égalité de traitement (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 avril 2013**..... **599**

**CONVENTIONS DE RECLASSEMENT PERSONNALISÉ (CRP) (voir Licenciement pour motif économique)**

**DÉLÉGATION UNIQUE DU PERSONNEL (voir Élections)**

**DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)**

**ATTRIBUTIONS**

Contrat de travail – 1<sup>o</sup> temps partiel – Contrat fixant la durée et l'amplitude – Défaut d'horaires – Avenants répétés modifiant la durée mensuelle du travail – Salarié devant se tenir à la disposition de l'employeur – Requalification en contrat à temps plein – 2<sup>o</sup> Accidents de travail – Inaptitude constatée par le médecin du travail – a) Recherche de reclassement – Absence de réalité – b) Consultation des délégués du personnel – Caractère collectif – Nécessité d'une réunion  
**Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 16 avril 2013**..... **601**  
 Note **Claude Lévy**, Défenseur syndical CGT des hôtels de prestige et économiques ..... **605**

Délégués du personnel – Atteinte aux libertés – Droit d'alerte – Discrimination – Activité syndicale – Mesures d'instruction – Autorité de la chose jugée (non) – Unicité d'instance (non) – Prescription  
**Conseil de prud'hommes de Versailles (Industrie – Département) 14 mai 2013** ..... **766**  
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine..... **769**

**HEURES DE DÉLÉGATION**

Doctrines : **La rémunération des temps d'attente lors du déplacement d'un représentant du personnel** (Rapport sous Cass. Soc. 12 juin 2013, *San Marina*), par **François Ballouhey**, Conseiller à la Cour de cassation ..... **588**  
 Exercice du mandat – Temps de déplacement – Rémunération – Temps d'attente  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2013**..... **591**

## DÉLÉGUÉS SYNDICAUX (voir Syndicats professionnels)

## DÉMISSION (voir Ruptures du contrat de travail)

## DISCRIMINATIONS (voir aussi Égalité professionnelle)

Régime de la preuve – Accès de la personne s'estimant discriminée aux informations nécessaires au succès de sa prétention – Refus du détenteur – Portée

**CJUE 19 avril 2012** ..... 60

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... 61

Âge – Mis à la retraite – Justification – Objectif d'emploi des jeunes – Incomplétude de la pension de retraite – Recours au CDD

**CJUE 5 juillet 2012** ..... 62

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... 63

Syndicat professionnel – Action en justice – 1° Absence des salariés – Arrêts maladie – Risques de perturbations de la production – Pressions de l'employeur – Entretiens individualisés – Discrimination indirecte – 2° Non-paiement d'une prime – Recevabilité de l'action syndicale – Paiement d'une somme déterminée (non) – Application du principe d'égalité de traitement – Recevabilité (oui)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 février 2013** ..... 359

Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 360

Syndicat professionnel – Discrimination – Licenciement (deux espèces) – Réintégration (première espèce) – Référé – Office du juge (deuxième espèce)

**Première espèce : Conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand (Commerce) 4 décembre 2012** ..... 418

**Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2012** ..... 422

Note **Secteur DLAJ, Union départementale CGT du Puy-de-Dôme** ..... 422

Doctrines : **Les remous de la protection contre les harcèlements au travail** par **Christophe Radé**, Professeur, Faculté de droit de Bordeaux..... 459

Politique sociale – Directive 1997/70/CE – Accord-cadre sur le travail à durée déterminée – Secteur public – Titularisation de fonctionnaires sans concours public – Détermination de l'ancienneté – Absence totale de prise en compte des périodes de service accomplies dans le cadre de contrats de travail à durée déterminée – Principe de non-discrimination

**CJUE 18 octobre 2012** ..... 567

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... 567

Doctrines : **Avantages individuels acquis et rémunération** (À propos de l'arrêt Cass. Soc. du 24 avril 2013, *Caisse d'épargne*) par **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheure, Université Paris-Ouest La Défense..... 593

Conventions et accords collectifs – Accords d'entreprise – Dénonciation – Bénéfice des avantages individuels acquis – Salariés engagés postérieurement à la dénonciation – Attribution d'avantages par engagement unilatéral de l'employeur – Réservation aux seuls salariés engagés postérieurement (oui) – Atteinte à l'égalité de traitement (non)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 avril 2013** ..... 599

Égalité de traitement – Femmes de chambres mise à disposition d'un hôtel par une société de nettoyage – 1° Bénéfice des dispositions conventionnelles – Défaut – Marchandage (oui) – Discrimination indirecte (loi du 27 mai 2008) – Femmes d'origine étrangère

**Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 16 avril 2013**..... 601

Note **Claude Lévy**, Défenseur syndical, CGT des hôtels de prestige et économiques..... 605

Femme enceinte – Licenciement pour faute grave – Falsification de bulletins de paie en vue de l'obtention d'un prêt – Charge de la preuve – Faits établis (non) – Nullité de la rupture – Réintégration – Tiers prêteur – Atteinte à la vie privée – Indemnisation

Syndicat professionnel – Action en justice – Intervention volontaire – Violation des règles protectrices de la maternité – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Dommages et intérêts

**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 4<sup>e</sup> ch.) 23 avril 2013** ..... 669

Note **Pauline Le Bourgeois**, Avocat au Barreau de Toulouse 672

Grève – Responsabilité civile – Action judiciaire dirigée contre le seul délégué syndical – 1° Blocage des véhicules – Participation personnelle – Preuves (non) – Absence de désorganisation de l'entreprise – 2° Discrimination

**Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 23 mai 2013** ..... 676

Note **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy..... 679

État de santé – Licenciement – Nullité de la rupture – Réintégration ordonnée par voie judiciaire – Défaut d'exécution – Demande postérieure en résiliation judiciaire du contrat de travail – 1° Indemnités – Revenus de remplacement – Cumul – 2° Effets de la résiliation – Licenciement nul

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 mai 2013** ..... 716

Note **Rachel Spire**, Avocate au Barreau de Paris..... 717

Délégués du personnel – Atteinte aux libertés – Droit d'alerte – Discrimination – Activité syndicale – Mesures d'instruction – Autorité de la chose jugée (non) – Unicité d'instance (non) – Prescription

**Conseil de prud'hommes de Versailles (Industrie – Département) 14 mai 2013** ..... 766

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine..... 769

## DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (voir aussi Protection des représentants du personnel ; Entreprises publiques)

**Chroniques de droit administratif du travail** – Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne  
Protection des représentants du personnel – Désignation – Concomitance – Convocation à l'entretien préalable au licenciement

**Conseil d'État 23 décembre 2011** ..... 49

Note ..... 49

Délégués du personnel et comité d'entreprise – Établissement distinct – Décision administrative – Acte préparatoire aux élections – Contentieux administratif et judiciaire

**Conseil d'État 31 mai 2012** ..... 50

Note ..... 51

Protection des représentants du personnel – Déplacement d'office – Suspension – Urgence – droit syndical

**Conseil d'État 4 juin 2012** ..... 53

Note ..... 54

Convention et accord collectifs – Négociation collective – Organisation syndicale exclue d'une étape essentielle – Arrêté d'extension – Nullité

**Conseil d'État 4 juillet 2012** ..... 55

Note ..... 55

Contrat de travail – Contrat à durée déterminée (directive 99/70 et accord-cadre du 18 mars 1999) – Transformation en CDI – Secteur public (loi n° 2005-843) – Condition – Reprise à l'identique des clauses principales figurant dans le contrat précédent – Limites

**CJUE 8 mars 2012** ..... 57

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Directrice de l'Institut du travail de Bordeaux ..... 58

Doctrines : Les droits du chômeur, usager du service public de l'emploi par Laure Camaji, Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux.....	65
Chômage – Pôle emploi – Diligences contribuant au retour à l'emploi – Défaut	
Syndicat professionnel – Action en justice - Recevabilité	
<b>1) Tribunal administratif de Paris (référé) 11 septembre 2012</b> .....	<b>76</b>
<b>2) Conseil d'État (référé) 4 octobre 2012</b> .....	<b>77</b>
Inspection du travail – Lettre d'observation adressée à une entreprise – Demande d'un salarié d'en obtenir copie – Lois sur la transparence administrative – Caractère communicable (oui)	
<b>Commission d'accès aux documents administratifs 10 janvier 2013</b> .....	<b>276</b>
Note Jacques Dechoz et Lydia Saouli, Inspecteurs du travail.....	<b>276</b>
CHSCT – Consultation – Cas – Fusion d'établissements publics de santé – Décision d'aménagement important modifiant les conditions de travail – Principe constitutionnel de participation des travailleurs – Annulation de l'arrêté de fusion – Modulation des effets dans le temps	
<b>Tribunal administratif de Marseille (3<sup>e</sup> ch.) 27 juillet 2013</b> .....	<b>540</b>
Note Gilles Roux, Rapporteur public.....	<b>541</b>
Politique sociale – Directive 1997/70/CE – Accord-cadre sur le travail à durée déterminée – Secteur public – Titularisation de fonctionnaires sans concours public – Détermination de l'ancienneté – Absence totale de prise en compte des périodes de service accomplies dans le cadre de contrats de travail à durée déterminée – Principe de non-discrimination	
<b>CJUE 18 octobre 2012</b> .....	<b>567</b>
Note Valérie Lacoste-Mary, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Directrice de l'Institut du travail de Bordeaux.....	<b>567</b>
<b>Chroniques de droit administratif du travail</b> – Décisions sélectionnées et commentées par Manuela Grévy, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	
Grève – Service public – Centrales nucléaires – Opérations de maintenance – Différend sur les conditions de travail – Réquisition – 1 <sup>o</sup> Compétence – Organisme de droit privé investi d'une mission de service public – Organe dirigeant – 2 <sup>o</sup> Risques d'atteinte aux besoins essentiels du pays – Justification d'une proportionnalité – 3 <sup>o</sup> Comité d'entreprise et CHSCT – Lien entre la réquisition et les conditions de travail (non) (sic !) – Consultation (non)	
<b>Conseil d'État (Assemblée) 12 avril 2013</b> .....	<b>573</b>
Observations.....	<b>576</b>
Protection des représentants du personnel – Licenciement – Autorisation – Annulation – Réintégration – Emploi équivalent – Refus – Faute disciplinaire (non)	
<b>Conseil d'État 19 octobre 2012</b> .....	<b>578</b>
Observations.....	<b>579</b>
Protection des représentants du personnel – Licenciement disciplinaire – Fait fautif - Prescription	
<b>Conseil d'État 1<sup>er</sup> octobre 2013, n° 345.252</b> .....	<b>619</b>
Observations.....	<b>619</b>
Protection des représentants du personnel – Licenciement – Faute – Doute – Faits révélés postérieurement à l'autorisation	
<b>Conseil d'État 26 décembre 2012, n° 355.059</b> .....	<b>620</b>
Observations.....	<b>621</b>
Protection des représentants du personnel – Licenciement – Motif économique – Cessation d'activité – Contrôle	
<b>Conseil d'État 8 avril 2013, n° 348.559</b> .....	<b>621</b>
Observations.....	<b>622</b>
Tribunaux – Action en justice – Délai raisonnable – Juridictions administratives	
<b>Conseil d'État 24 octobre 2012, n° 352.930</b> .....	<b>623</b>
Observations.....	<b>624</b>

<b>Contrôle de la légalité des actes administratifs et intérêt du justiciable : quels nouveaux espaces pour le juge prud'homal ? Conclusions du Ministère public Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013, par Patrick Henriot, Substitut général</b> .....	<b>635</b>
Contrat de travail – Frais professionnels – Entretien des tenues de travail – Prise en charge – Employeur – Société de droit privé chargée d'une mission de service public – Note interne reportant sur les agents les frais d'entretien – Légalité – Appréciation – Contrariété avec le droit communautaire transposé – Primauté de la directive européenne (art. 88-1 Constitution) – Question préjudicielle devant l'ordre administratif (non) – Compétence du juge judiciaire (oui) – Référé – Trouble manifestement illicite – Mise à l'écart de la note	
<b>Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013</b> .....	<b>642</b>
Note Arnaud Mazières, Juriste d'entreprise.....	<b>648</b>
Tribunaux – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge judiciaire – Appréciation de la légalité d'un acte administratif réglementaire – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre administratif – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge judiciaire pour se prononcer sur la légalité – 1 <sup>o</sup> Illégalité manifeste – Jurisprudence établie (deux espèces) – 2 <sup>o</sup> Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité	
<b>Première espèce : Tribunal des conflits 17 octobre 2011</b>	<b>653</b>
<b>Deuxième espèce : Tribunal des conflits 12 décembre 2011</b> .....	<b>654</b>
Protection des représentants du personnel – Demande d'autorisation de licenciement – Inaptitude – Contrôle de l'administration – Portée – Harcèlement à l'origine de l'inaptitude – Annulation de l'autorisation	
<b>Cour administrative d'appel de Marseille (7<sup>e</sup> ch.) 11 juin 2013</b> .....	<b>719</b>
Note Michel Desrues, Défenseur syndical.....	<b>720</b>

## DROIT DISCIPLINAIRE

### PROCÉDURE

Mise à pied conservatoire – Application – Poursuites pénales – Absence de déclenchement de la procédure disciplinaire – Caractère indifférent	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2012</b> .....	<b>134</b>
Note Christelle Varin, Maître de conférences, Université Grenoble-Alpes, membre du CRJ.....	<b>135</b>
Contrat de travail – Exécution – Pouvoir de l'employeur – Fouille des effets personnels du salarié hors sa présence – Clé USB	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 février 2013</b> .....	<b>275</b>
Note C. S.....	<b>275</b>
Lettre de licenciement – Qualification de la faute – Pouvoir du juge – Portée – Aggravation (non)	
Grève – Licenciement – Condition – Faute lourde – Défaut – Conséquence – Nullité de la rupture	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 juin 2013</b> .....	<b>725</b>
Note Daniel Boulmier, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine.....	<b>726</b>

### SANCTION

Grève – Déclenchement – Service public - Plages distinctes d'interruption du travail lors d'un mouvement continu – Participation des salariés au mouvement – Employeur exigeant une confirmation quotidienne – Non-respect susceptible de poursuites disciplinaires – Trouble manifestement illicite	
<b>Tribunal de grande instance de Lyon (Référé) 6 décembre 2012</b> .....	<b>404</b>
Note Alma Basic, Pôle DLAJ CGT.....	<b>406</b>

Doctrine : **Vie personnelle / vie professionnelle : une distinction en voie de dissolution ? (petit exercice de jardinage juridique)** par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université de Lorraine..... **431**

**Insuffisance professionnelle – Insuffisance de résultat – Faute ou manquement extra-disciplinaire** par **Alain Chirez**, Professeur des Universités, Avocat au Barreau de Grasse ..... **445**

Grève – Déclenchement – Secteur aérien (loi *Diard*) – Participation individuelle – Formalisme – Déclaration d'intention contresignée par le supérieur hiérarchique – À défaut, sanctions disciplinaires – Trouble manifestement illicite  
**Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 1 – Sect. 5 - Référé) 2 juillet 2013**..... **750**  
 Note **Stéphanie Baradel**, Avocate au Barreau de Lyon..... **753**

**RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

Consultations préalables des représentants du personnel – Communication à l'inspecteur du travail – Défaut – Conséquence – Licenciement privé de cause réelle et sérieuses  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2012** ..... **26**  
 Note **Christelle Varin**, Maître de conférences, Université Grenoble-Alpes, membre du CRJ..... **27**

Doctrine : **Baby-Loup, suite : le contrôle de la restriction, par l'employeur, de la liberté religieuse dans l'entreprise privée** par **Jean-François Akandji-Kombé**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne..... **580**  
 Libertés et droits fondamentaux – Liberté religieuse – Restriction – Pouvoir de direction – Limites – 1° Principe de laïcité – Exclusion – Organisme de droit privé ne gérant pas un service public – 2° Règlement intérieur – Contenu  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mars 2013** ..... **587**

**DROIT PÉNAL DU TRAVAIL**

Doctrine : **Contre le syndrome du Titanic – Défendre le droit à l'information et à la communication des salariés et de leurs représentants en temps de crise** par **Quentin Urban**, Maître de conférences, Université de Strasbourg..... **102**

Document : **Syndicat des Avocats de France et syndicat de la Magistrature : Secret des affaires : Pour une concertation large sur un projet de réforme sensible et controversé** ..... **112**

Travail illégal – Quantification des heures de travail – Application de la convention collective étendue – Distributeur de prospectus – Dissimulation d'heures de travail (non)  
**Cour de cassation (Ch. Crim.) 16 avril 2013**..... **564**  
 Note **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... **564**

Inspection du travail – Procès-verbal – Auditions – Force probante  
 Travail illégal – Prêt illicite de main-d'œuvre – But lucratif – Caractérisation – Application de la loi *Cherpion* du 28 juillet 2011 (non)  
**Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 mars 2013** ..... **680**  
 Note **Thomas Kapp**, Responsable d'unité territoriale – Direccte ..... **681**

**DROIT SOCIAL EUROPÉEN ET INTERNATIONAL**

**Chroniques de droit social européen** – Extraits de décisions sélectionnées et commentées par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Directrice de l'Institut du travail de Bordeaux, COMPTRESEC UMR CNRS 5114

Contrat de travail – Contrat à durée déterminée (directive 99/70 et accord-cadre du 18 mars 1999) – Transformation en CDI – Secteur public (loi n° 2005-843) – Condition – Reprise à l'identique des clauses principales figurant dans le contrat précédent – Limites  
**CJUE 8 mars 2012** ..... **57**  
 Note ..... **58**  
 Discrimination – Régime de la preuve – Accès de la personne s'estimant discriminée aux informations nécessaires au succès de sa prétention – Refus du détenteur - Portée  
**CJUE 19 avril 2012** ..... **60**  
 Note ..... **61**  
 Discrimination – Âge – Mise à la retraite – Justification – Objectif d'emploi des jeunes – Incomplétude de la pension de retraite – Recours au CDD  
**CJUE 5 juillet 2012**..... **62**  
 Note ..... **63**

Doctrine : **Pour un renouvellement de la jurisprudence de la Cour EDH relative à la liberté d'expression syndicale ou la liberté d'expression syndicale, fille de la liberté syndicale** par **Jean-François Akandji-Kombé**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris-I, Doyen honoraire de la Faculté de droit de Caen ..... **299**

**Chroniques de droit social européen** – Extraits de décisions sélectionnées et commentées par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Directrice de l'Institut du travail de Bordeaux, COMPTRESEC UMR CNRS 5114  
 Politique sociale – Directive 1997/70/CE – Accord-cadre sur le travail à durée déterminée – Secteur public – Titularisation de fonctionnaires sans concours public – Détermination de l'ancienneté – Absence totale de prise en compte des périodes de service accomplies dans le cadre de contrats de travail à durée déterminée – Principe de non-discrimination  
**CJUE 18 octobre 2012** ..... **567**  
 Note ..... **567**  
 Libre circulation des travailleurs – Égalité de traitement – Citoyen de l'Union étudiant dans un État membre d'accueil – Activité salariée antérieure et postérieure au commencement des études – Objectif principal de l'intéressé lors de son entrée sur le territoire de l'État membre d'accueil – Incidence sur sa qualification de travailleur et sur son droit à une bourse d'études  
**CJUE 21 février 2013** ..... **568**  
 Note ..... **569**  
 Sécurité sociale – Règlement (CE) n° 1408/71 – Prestations familiales pour orphelins – Totalisation des périodes d'assurance et d'emploi – Périodes accomplies par le parent survivant dans un autre État membre - Absence de prise en compte  
**CJUE 21 février 2013**..... **570**  
 Note ..... **570**  
 Vie personnelle – Passage à temps partiel pour élever un enfant – 1° Épuisement des voies de recours internes – Recevabilité – 2° Droit à un procès équitable – Accès à un tribunal – Interdiction de la discrimination – Exécution des décisions  
**CJUE 19 février 2013**..... **571**  
 Note ..... **572**

Doctrine : **Contrôle de la légalité des actes administratifs et intérêt du justiciable : quels nouveaux espaces pour le juge prud'homal ?**  
**Conclusions du Ministère public**  
**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013**, par **Patrick Henriot**, Substitut général ..... **635**

Contrat de travail – Frais professionnels – Entretien des tenues de travail – Prise en charge – Employeur – Société de droit privé chargée d'une mission de service public – Note interne reportant sur les agents les frais d'entretien – Légalité – Appréciation – Contrariété avec le droit communautaire transposé – Primauté de la directive européenne (art. 88-1 Constitution) – Question préjudicielle devant l'ordre administratif (non) – Compétence du juge judiciaire (oui) – Référé – Trouble manifestement illicite – Mise à l'écart de la note  
**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013**..... **642**  
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... **648**

Tribunaux – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge judiciaire – Appréciation de la légalité d'un acte administratif réglementaire – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre administratif – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge judiciaire pour se prononcer sur la légalité – 1° Illégalité manifeste – Jurisprudence établie (deux espèces) – 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité

**Première espèce : Tribunal des conflits 17 octobre 2011** 653  
**Deuxième espèce : Tribunal des conflits 12 décembre 2011**..... 654

Doctrine : **L'évolution non aboutie d'une vision communautaire du droit aux congés payés** (À propos de l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 13 mars 2013, n° 466 FS + P + B) par **Mohamed-Najib Smaili**, Docteur en droit..... 688  
 Congés payés – Période d'arrêt maladie – Assimilation à du temps de travail effectif – Directive européenne 2003/88 – Invocabilité entre particuliers (non) – Exclusion de la période  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2013**..... 695

Prestations familiales – Bénéficiaires – Enfant mineur étranger résidant en France – Conditions – 1° Article L. 512-2, CSS – Conventiennalité au regard des art. 8 et 14 CEDH et de la Convention de New York sur les droits de l'enfant – Attestation d'entrée régulière – Disposition revêtant un caractère objectif – Disproportion (non) – 2° Production du certificat médical délivré par l'Office français de l'immigration et de l'intégration – Exception – Application d'un traité bilatéral  
**Cour de cassation (Ass. Plén.) 5 avril 2013**..... 773  
 Note **Lola Isidro**, Doctorante, IREPP Nanterre..... 774

## DROIT SOCIAL GÉNÉRAL

Doctrine : **L'égalité en matière syndicale – Le concept politico-juridique de représentativité : clef de voûte de l'armature de l'égalité en matière syndicale** par **Yves Struillou**, Conseiller d'État, Conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation..... 91

**Retrouver l'entreprise ?** par **Antoine Lyon-Caen**, Professeur, Université de Paris-Ouest, Nanterre-La Défense, Directeur d'études à l'EHESS..... 197

Doctrine : **Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux – vendredi 29 mars 2013. « Le salarié entre rupture choisie et rupture subie ? Interrogations sur des ruptures du contrat de travail »**..... 431

Doctrine : **À propos de Normativité économique et droit du travail** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences, Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP..... 521

Doctrine : **Accès à la justice sociale : vers l'action collective**, par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire..... 523

Doctrine : **Les particularités du contentieux social** par **Yves Saint-Jours**, professeur émérite honoraire, Université de Perpignan..... 696

## DURÉE DU TRAVAIL (voir Temps de travail)

## ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir aussi Discriminations)

Tribunaux – mesures d'instruction *in futurum* art. 145 CPC – Contribution à l'établissement de la preuve (deux espèces) – Conseil de prud'hommes – Pouvoirs de la formation de référé – Violation de l'obligation d'égalité de traitement – Motif légitime – Respect de la vie personnelle et du secret des affaires – Obstacles (non) (première espèce)

**Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2012**..... 287  
 Note **Sylvie Mazardo** et **Paul Riandey**, Avocats au Barreau d'Orléans..... 290

Licenciement pour motif économique – 1° Plan de sauvegarde de l'emploi – Bénéfice – Avantages réservés à certains salariés – Indemnités additionnelles de licenciement – Exclusion des salariés disposant d'une préretraite ou d'une pension d'invalidité – Différence de traitement justifiée – 2° Salarié en arrêt maladie classé en invalidité de 2° catégorie – Procédure de licenciement économique – Propositions de reclassement – Obligation pour l'employeur informé de l'invalidité d'organiser une visite de reprise – Préconisations du médecin du travail – Portée  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012**..... 345  
 Note **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université d'Evry-Val d'Essonne..... 346

Convention et accords collectifs – Égalité de traitement – Respect – Prévoyance (deux espèces) – Indemnisation durant un arrêt maladie – Différence de montant et de durée selon les catégories professionnelles – Justification (non) – Extension du bénéfice aux non-cadres (première espèce) – Prise en charge patronale de la totalité de la cotisation – Avantage excluant les non-cadres – Justifications (sic) – Particularités des régimes de prévoyance – Objectif de solidarité – Égalité de traitement limitée à une même catégorie professionnelle (deuxième espèce)  
**Première espèce : Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 4 septembre 2012**..... 401  
**Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2013**..... 402  
 Note **Jean-Marc Bagnard**, Défenseur syndical, Union locale CGT de Lons-le-Saunier..... 403

Libre circulation des travailleurs – Égalité de traitement – Citoyen de l'Union étudiant dans un État membre d'accueil – Activité salariée antérieure et postérieure au commencement des études – Objectif principal de l'intéressé lors de son entrée sur le territoire de l'État membre d'accueil – Incidence sur sa qualification de travailleur et sur son droit à une bourse d'études  
**CJUE 21 février 2013**..... 568  
 Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Directrice de l'Institut du travail de Bordeaux, COMPTRESEC UMR CNRS 5114..... 569

Doctrine : **Avantages individuels acquis et rémunération** (À propos de l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 24 avril 2013, *Caisse d'épargne*) par **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheure, Université Paris-Ouest La Défense..... 593  
 Accords d'entreprise – Dénonciation – Bénéfice des avantages individuels acquis – Salariés engagés postérieurement à la dénonciation – Attribution d'avantages par engagement unilatéral de l'employeur – Réserve aux seuls salariés engagés postérieurement (oui) – Atteinte à l'égalité de traitement (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 avril 2013**..... 599

Femmes de chambres mise à disposition d'un hôtel par une société de nettoyage – 1° Bénéfice des dispositions conventionnelles – Défaut – Marchandage (oui) – Discrimination indirecte (loi du 27 mai 2008) – Femmes d'origine étrangère  
**Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 16 avril 2013**..... 601  
 Note **Claude Lévy**, Défenseur syndical, CGT des hôtels de prestige et économiques..... 605

Rémunération – À travail égal, salaire égal – Charge de la preuve – Éléments de fait – Preuve entre les mains de l'autre partie – Allégations : insuffisantes – Production de justificatifs – Communication forcée – Nécessité – Abstention ou refus de communiquer – Office du juge (deux espèces)  
**Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2013**..... 761



<b>Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement – Départage) 7 février 2013</b> .....	762
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine.....	763

## ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

### CADRE DE L'ÉLECTION

Délégués du personnel et comité d'entreprise – Établissement distinct – Décision administrative – Acte préparatoire aux élections – Contentieux administratif et judiciaire	
<b>Conseil d'État 31 mai 2012</b> .....	50
Note <b>Manuela Grévy</b> , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne .....	51

Syndicat professionnel – Délégué syndical – Périmètre de désignation – Accords collectifs prévoyant un cadre plus restreint que celui du comité d'établissement- Validité des désignations – Obligation pour le juge de vérifier l'existence d'une collectivité de travailleurs et d'intérêts communs (deux espèces) – Accord d'entreprise – Entreprise ayant un comité d'entreprise unique (première espèce) – Convention collective – Disposition plus favorable (deuxième espèce)	
<b>Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012</b> .....	282
<b>Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012</b> .....	283
Note <b>Pascal Rennes</b> , Directeur du travail honoraire.....	284

Syndicat professionnel – 1° Représentant de la section syndicale – Syndicat représentatif au niveau de l'entreprise, mais non représentatif dans un ou plusieurs établissements distincts – Désignation d'un représentant de la section syndicale dans ces établissements (oui) – Présence d'un délégué syndical central indifférente – 2° Section syndicale – Existence – Appréciation – Communication de la liste des adhérents à l'employeur (non) – 3° Contestation de la désignation d'un RSS – Condamnation aux dépens (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 février 2013</b> .....	559
Note <b>Pascal Rennes</b> , Directeur du travail honoraire.....	560

### CANDIDATURE – ÉLECTORAT – ÉLIGIBILITÉ

Dépôt des listes de candidats – Délégué syndical – Nécessité d'un mandat exprès de son organisation – Absence de réclamation de ce mandat, ni contestation par l'employeur au moment de ce dépôt – Régularité des élections (oui) – Validité des désignations (oui)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2012</b> .....	30
Note <b>Pascal Rennes</b> , Directeur du travail honoraire.....	30

Travailleurs mis à disposition – Délégation unique du personnel – Éligibilité (oui)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012</b> .....	217
Note <b>Claude Lévy</b> , Défenseur syndical CGT des hôtels de prestige et économiques .....	217

Protocole préélectoral – Collèges – Nombre – Premier collègue exclusivement composé de travailleurs mis à disposition – Absence de candidats éligible au CE – Violation d'un principe général du droit – Droit de participer aux élections et d'être représenté – Caducité de la décision de la Direccte – Sursis à statuer	
<b>Tribunal d'instance de Versailles 15 janvier 2013</b> .....	554
Note <b>Emmanuelle Boussard-Verrecchia</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	557

### PROTOCOLE ÉLECTORAL

Validité – Condition de double majorité – Syndicats ayant quitté les négociations – Effets de la saisine de l'autorité administrative préalable aux élections – Suspension des opérations électorales et prorogation automatique des mandats	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2012</b> .....	31
Note <b>Pascal Rennes</b> , Directeur du travail honoraire.....	32

## SCRUTIN

Vote électronique – Accord collectif – Expertise indépendante	
<b>Tribunal d'instance de Brest 7 juin 2012</b> .....	34
Note <b>Mathieu Jantet-Hidalgo</b> , Éleve avocat .....	35

## RÉSULTATS

Syndical professionnel – Représentativité – Appréciation – Moment – Élections partielles – Incidence (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 février 2013</b> .....	429
Note <b>Florence Canut</b> , Maître de conférences, Université Montpellier-3.....	429

## EMPLOI (voir aussi Licenciement pour motif économique)

Doctrine : <b>Les droits du chômeur, usager du service public de l'emploi</b> par <b>Laure Camaji</b> , Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux.....	65
Chômage – Pôle emploi – Diligences contribuant au retour à l'emploi – Défaut	
Syndicat professionnel – Action en justice - Recevabilité	
<b>1) Tribunal administratif de Paris (référé) 11 septembre 2012</b> .....	76
<b>2) Conseil d'État (référé) 4 octobre 2012</b> .....	77

Doctrine : <b>À propos de la retranscription gouvernementale de l'ANI du 11 janvier 2013 : « sécurisation de l'emploi » ou « sécurisation des décisions patronales » ?</b> par <b>Mireille Poirier</b> , Maître de conférences, Université Montesquieu, Bordeaux-IV.....	240
--	-----

Document : <b>Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi – Contribution de la CGT</b> .....	307
--	-----

Document : <b>Observations du Syndicat de la Magistrature sur le projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi</b> ..	313
---	-----

Doctrine : <b>La loi Sécurisation de l'emploi instaure-t-elle de « nouveaux droits collectifs » ?</b> par <b>Emmanuelle Richard</b> , Juriste en droit social .....	530
---	-----

## EMPLOYEUR – ENTREPRISE - GROUPE (voir aussi Contrat de travail)

Colloque du Syndicat des Avocats de France – 8 décembre 2012 – <b>L'entreprise éclatée. Identifier l'employeur, attribuer les responsabilités</b>	
---	--

<b>Entreprise et personne morale : l'approche du droit des sociétés</b> par <b>Bruno Dondero</b> , Agrégé des Facultés de droit, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris-I) .....	151
--	-----

<b>La responsabilité des sociétés-mères</b> par <b>Elsa Peskine</b> , Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense.....	157
---	-----

<b>Construction des groupes : à la recherche du responsable</b> par <b>Nathalie Micault</b> , Avocate au Barreau de Paris.....	164
--	-----

Annexe : travail illégal – Travail dissimulé – Responsabilité pénale – Complicité – Maison-mère ayant organisé l'infraction	
<b>Tribunal de grande instance de Bobigny (15<sup>e</sup> ch. correct.) 10 avril 2012</b> .....	166

<b>Le management en équipes transversales à plusieurs filiales</b> par <b>Isabelle Teraud</b> , Avocate au Barreau du Val-de-Marne .....	169
--	-----

<b>Mise à disposition et prêt de main-d'œuvre : la main-d'œuvre extérieure importée dans l'entreprise</b> par <b>David Métin</b> , Avocat au Barreau de Versailles .....	173
--	-----

<b>À la recherche de la responsabilité du donneur d'ordre dans les relations de travail de sous-traitance : une quête impossible ?</b> par <b>Marguerite Kocher</b> , Maître de conférences, Université de Haute-Alsace, Avocate au Barreau de Versailles .....	177
---	-----

**Externalisation de l'activité ou sous-traitance des licenciements ?** par **Stéphane Ducrocq**, Avocat au Barreau de Lille ..... **187**

**Retrouver l'entreprise ?** par **Antoine Lyon-Caen**, Professeur, Université de Paris-Ouest, Nanterre-La Défense, Directeur d'études à l'EHESS ..... **197**

Doctrines : **L'après Sodimedical : que faire ?** par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy, et **Pierre Masanovic**, Avocat au Barreau de Lyon..... **199**

Entreprise en difficulté – Redressement et liquidation judiciaire – Ouverture – Causes – Cessation des paiements – Appréciation – Société d'un groupe – État à caractériser objectivement et individuellement – Mobiles du débiteur – Absence d'influence

**Première espèce : Cour de cassation (Ch. Com.) 3 juillet 2012.** ..... **205**

Licenciement pour motif économique – Co-emploi – Société-mère *in bonis* – Filiale en redressement judiciaire – Autonomie des régimes juridiques applicables aux ruptures des contrats de travail – Recours récursoire de l'AGS

**Deuxième espèce : Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 20 novembre 2012** ..... **206**

Contrat de travail – Co-emploi – Confusion d'intérêts, d'activité et de direction – Caractérisation – Confusion établie entre sociétés-« sœurs » – Licenciement économique privé de cause réelle et sérieuse – PSE insuffisant

**Conseil de prud'hommes de Paris (Industrie – Département) 25 octobre 2012.** ..... **270**

Note **Pierre-François Legrand**, Doctorant à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne ..... **274**

Doctrines : **Un pas de plus vers la responsabilité des sociétés-mères** (à propos de CA Paris 28 janvier 2013, aff. *Faurecia PSA*), par **Yann Leroy**, Maître de conférences, Directeur de l'Institut régional du Travail, Université de Lorraine, CERIT-Institut François Génys (EA 1138) ..... **374**

Comité d'entreprise – Attributions économiques – Consultation – Plan de restructuration de la société-mère – Consultation des IRP de la filiale (oui)

**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 1) 28 janvier 2013** ..... **378**

Comité de groupe – Attributions – Pouvoirs de l'expert-comptable – Documents qu'il peut se faire communiquer – Assimilation aux commissaires aux comptes – Ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation – Sociétés de droit étranger (oui)

**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Chambre 1) 13 mai 2013** **665**  
Note ..... **666**

## ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Doctrines : **L'après Sodimedical : que faire ?** par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy, et **Pierre Masanovic**, Avocat au Barreau de Lyon..... **199**

Entreprise en difficulté – Redressement et liquidation judiciaire – Ouverture – Causes – Cessation des paiements – Appréciation – Société d'un groupe – État à caractériser objectivement et individuellement – Mobiles du débiteur – Absence d'influence

**Première espèce : Cour de cassation (Ch. Com.) 3 juillet 2012.** ..... **205**

Licenciement pour motif économique – Co-emploi – Société-mère *in bonis* – Filiale en redressement judiciaire – Autonomie des régimes juridiques applicables aux ruptures des contrats de travail – Recours récursoire de l'AGS

**Deuxième espèce : Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 20 novembre 2012** ..... **206**

Conseils de prud'hommes – Bureau de jugement – Saisine directe – Entreprise en difficulté – Litige relatif à l'inscription des créances salariales par le représentant des créanciers  
Licenciement pour motif économique – Obligation de reclassement – Périmètre – Entreprises sous-traitantes – Condition – Appartenance au même groupe  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 octobre 2012** ..... **214**

Note **Stani Ondze**, Docteur en droit, Membre de l'IRERP, Paris-Ouest Nanterre-La Défense ..... **214**

Tribunaux – mesures d'instruction *in futurum* art. 145 CPC – Contribution à l'établissement de la preuve (deux espèces) – Activité déficitaire – Filialisation – Cession – Procédure collective – Faute du cédant – Appréciation – Expertise économique – Portée – Évaluation de la crédibilité de la poursuite de l'activité (deuxième espèce)

**Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 1 – 3<sup>e</sup> chambre) 4 septembre 2012.** ..... **287**

Note **Sylvie Mazardo** et **Paul Riandey**, Avocats au Barreau d'Orléans ..... **290**

Ruptures du contrat de travail – Entreprise en liquidation judiciaire – Résiliation judiciaire du contrat de travail – Licenciement pour motif économique – Examen des motifs de la demande de résiliation – Manquements de l'employeur

**Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement – Département) 30 octobre 2012.** ..... **348**

Note **Philippe Rechoulet**, Conseiller prud'homme, Bordeaux ..... **350**

Licenciement pour motif économique – Entreprise en difficulté – Insuffisance du PSE – Conséquence – Art. L. 1235-10 excluant la nullité – Conformité à la Constitution (oui)

**Décision n° 2013-299 QPC, 28 mars 2013** ..... **685**

Observations **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier 1, CERCOP ..... **686**

## ENTREPRISES PUBLIQUES

Syndicat professionnel - Action civile – Intérêt collectif de la profession – Préjudice – Préjudice direct ou indirect – Personnes exerçant une fonction publique – Manquement au devoir de probité – Prise illégale d'intérêts

**Cour de cassation (Ch. Crim.) 27 juin 2012.** ..... **142**

Note **Alain Lévy**, Avocat au Barreau de Paris ..... **144**

Doctrines : **Contrôle de la légalité des actes administratifs et intérêt du justiciable : quels nouveaux espaces pour le juge prud'homal ? Conclusions du Ministère public**  
**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013**, par **Patrick Henriot**, Substitut général ..... **635**

Contrat de travail – Frais professionnels – Entretien des tenues de travail – Prise en charge – Employeur – Société de droit privé chargée d'une mission de service public – Note interne reportant sur les agents les frais d'entretien – Légalité – Appréciation – Contrariété avec le droit communautaire transposé – Primauté de la directive européenne (art. 88-1 Constitution) – Question préjudicielle devant l'ordre administratif (non) – Compétence du juge judiciaire (oui) – Référé – Trouble manifestement illicite – Mise à l'écart de la note

**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013.** ..... **642**

Comité d'entreprise – Société commerciale ou EPIC chargé d'une mission de service public – Consultation préalable du CE – Contestation – Compétence juridictionnelle – Distinction – 1<sup>er</sup> Décision d'organisation du service public – Compétence de l'ordre administratif – 2<sup>e</sup> Décision n'affectant pas directement le service public – Réorganisation d'un réseau de télécommunications de sécurité – Défaut d'incidence sur la distribution et le transport d'électricité ou sur la situation des usagers – Compétence judiciaire

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013.** ..... **704**

Note **Fabrice Février**, Avocat au Barreau de Paris ..... **706**

## FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

Contrat de travail – Contrat à durée déterminée (directive 99/70 et accord-cadre du 18 mars 1999) – Transformation en CDI – Secteur public (loi n° 2005-843) – Condition – Reprise à l'identique des clauses principales figurant dans le contrat précédent – Limites

**CJUE 8 mars 2012** ..... **57**

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Directrice de l'Institut du travail de Bordeaux, COMPTRASEC UMR CNRS 5114 ..... **58**

CHSCT – Consultation – Cas – Fusion d'établissements publics de santé – Décision d'aménagement important modifiant les conditions de travail – Principe constitutionnel de participation des travailleurs – Annulation de l'arrêté de fusion – Modulation des effets dans le temps

**Tribunal administratif de Marseille (3<sup>e</sup> Ch.) 27 juillet 2012**..... 540  
Note **Gilles Roux**, Rapporteur public..... 541

Politique sociale – Directive 1997/70/CE – Accord-cadre sur le travail à durée déterminée – Secteur public – Titularisation de fonctionnaires sans concours public – Détermination de l'ancienneté – Absence totale de prise en compte des périodes de service accomplies dans le cadre de contrats de travail à durée déterminée – Principe de non-discrimination  
**CJUE 18 octobre 2012**..... 567  
Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Directrice de l'Institut du travail de Bordeaux, COMPTRESEC UMR CNRS 5114..... 567

Contrat de travail – Définition du rapport salarial – Maîtres sous contrat des établissements d'enseignement privés – Statut – Qualification légale d'agent public – Atteinte aux conventions(non)–Atteintesauprincipe de participation(non)  
**Décision n° 2013-322 QPC, 14 juin 2013**..... 616  
Observations **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP..... 617

## FORMATION PROFESSIONNELLE

Contrat de travail – Obligation d'adaptation au poste de travail – Responsabilité de l'employeur – Carence – Absence de mobilisation du plan de formation – Inertie du salarié – Incidence (non) – Licenciement pour motif économique – Préjudice distinct – Dommages et intérêts  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juin 2013**..... 714  
Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme, Avignon..... 715

## GRÈVE

### DÉCLENCHEMENT

Service public - Plages distinctes d'interruption du travail lors d'un mouvement continu – Participation des salariés au mouvement – Employeur exigeant une confirmation quotidienne – Non-respect susceptible de poursuites disciplinaires – Trouble manifestement illicite  
**Tribunal de grande instance de Lyon (Référé) 6 décembre 2012**..... 404  
Note **Alma Basic**, Pôle DLAJ CGT..... 406

Secteur aérien (loi *Diard*) – Participation individuelle – Formalisme – Déclaration d'intention contresignée par le supérieur hiérarchique – À défaut, sanctions disciplinaires – Trouble manifestement illicite  
**Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 1 – Sect. 5 - Référé) 2 juillet 2013**..... 750  
Note **Stéphanie Baradel**, Avocate au Barreau de Lyon..... 753

## PROTECTION

Travailleur étranger – Travail saisonnier – Demande d'autorisation de travail par l'employeur – Communication à l'administration d'un contrat différent de celui signé ensuite entre les parties – Introduction d'une période d'essai – Mouvement collectif portant des revendications salariales – Rupture de l'essai – Inopposabilité au salarié du second contrat – Réintégration  
**Conseil de prud'hommes d'Annemasse (Référé) 9 août 2012**..... 44  
Note **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail..... 48

Grève – Licenciement – Condition – Faute lourde – Défaut – Conséquence – Nullité de la rupture  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 juin 2013**..... 725  
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine..... 726

## RESPONSABILITÉ

Grève – Responsabilité civile – Action judiciaire dirigée contre le seul délégué syndical – 1<sup>o</sup> Blocage des véhicules – Participation personnelle – Preuves (non) – Absence de désorganisation de l'entreprise – 2<sup>o</sup> Discrimination  
**Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 23 mai 2013**..... 676  
Note **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy..... 679

## RÉQUISITION – SERVICE MINIMUM

Centrales nucléaires – Opérations de maintenance – Différend sur les conditions de travail – Réquisition – 1<sup>o</sup> Compétence – Organisme de droit privé investi d'une mission de service public – Organe dirigeant – 2<sup>o</sup> Risques d'atteinte aux besoins essentiels du pays – Justification et proportionnalité – 3<sup>o</sup> Comité d'entreprise et CHSCT – Lien entre la réquisition et les conditions de travail (non) (sic !) – Consultation (non)  
**Conseil d'État (Assemblée) 12 avril 2013**..... 573  
Observations **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne..... 576

## HARCÈLEMENTS MORAL ET SEXUEL

Doctrine : **Les remous de la protection contre les harcèlements au travail** par **Christophe Radé**, Professeur, Faculté de droit de Bordeaux..... 459

## HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (voir Santé au travail)

### INAPTITUDE

Doctrine : **La nature juridique des interventions du médecin du travail** par **Francis Meyer**, Maître de conférences, Institut du travail, Université de Strasbourg..... 12

Rupture conventionnelle – Constat d'inaptitude en cours – Non-respect des délais et procédures – Défaut d'information du droit à assistance – Indemnité inférieure à l'indemnité légale – Annulation de la convention de rupture (oui) – Nullité de la rupture (oui)  
**Deuxième espèce : Cour d'appel de Poitiers (Ch. Soc.) 28 mars 2012**..... 411  
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Université de Lorraine..... 413

Doctrine : **Inaptitude et rupture du contrat de travail : un régime réellement protecteur du salarié ?** par **Marc Véricel**, Professeur de droit privé, Doyen de la faculté de droit de Saint-Etienne, CERCERID..... 454

Contrat de travail – 1<sup>o</sup> temps partiel – Contrat fixant la durée et l'amplitude – Défaut d'horaires – Avenants répétés modifiant la durée mensuelle du travail – Salarié devant se tenir à la disposition de l'employeur – Requalification en contrat à temps plein – 2<sup>o</sup> Accidents de travail – Inaptitude constatée par le médecin du travail – a) Recherche de reclassement – Absence de réalité – b) Consultation des délégués du personnel – Caractère collectif – Nécessité d'une réunion  
**Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 16 avril 2013**..... 601  
Note **Claude Lévy**, Défenseur syndical CGT des hôtels de prestige et économiques..... 605

Protection des représentants du personnel – Demande d'autorisation de licenciement – Inaptitude – Contrôle de l'administration – Portée – Harcèlement à l'origine de l'inaptitude – Annulation de l'autorisation  
**Cour administrative d'appel de Marseille (7<sup>e</sup> ch.) 11 juin 2013**..... 719  
Note **Michel Desruets**, Défenseur syndical..... 720

## INSPECTION DU TRAVAIL

Doctrines : **La nature juridique des interventions du médecin du travail** par **Francis Meyer**, Maître de conférences, Institut du travail, Université de Strasbourg..... 12

Inspection du travail – Lettre d'observation adressée à une entreprise – Demande d'un salarié d'en obtenir copie – Lois sur la transparence administrative – Caractère communicable (oui)

**Commission d'accès aux documents administratifs 10 janvier 2013**..... 276  
Note **Jacques Dechoz** et **Lydia Saouli**, Inspecteurs du travail ..... 276

Inspection du travail – Procès-verbal – Auditions – Force probante

**Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 mars 2013**..... 680  
Note **Thomas Kapp**, Responsable d'unité territoriale – Directrice ..... 681

## LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX (voir aussi Discrimination ; Grève)

Contrat de travail – Clause de mobilité – Non-respect – Obligations familiales impérieuses – Licenciement – Absence de cause réelle et sérieuse

**Cour d'appel de Versailles (17<sup>e</sup> ch.) 5 septembre 2012**.... 125  
Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme, Avignon ..... 127

Contrat de travail – Exécution – Revendication portant sur le remboursement de frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d'expression – Trouble manifestement illicite - Réintégration

**Cour d'appel de Versailles (6<sup>e</sup> ch. – Référé) 20 novembre 2012**..... 130  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 131

Doctrines : **Pour un renouvellement de la jurisprudence de la Cour EDH relative à la liberté d'expression syndicale ou la liberté d'expression syndicale, fille de la liberté syndicale** par **Jean-François Akandji-Kombé**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris-I, Doyen honoraire de la Faculté de droit de Caen ..... 299

Contrat de travail – Exécution – Dispositif de géolocalisation des véhicules – Salariés itinérants – 1<sup>o</sup> Recours – Justification et proportionnalité (oui) – 2<sup>o</sup> Modalités – Conditions – Respect de la vie personnelle – Respect de la liberté syndicale – Exercice des mandats représentatifs – Nécessité d'une désactivation à l'initiative du salarié

**Cour d'appel de Bordeaux (4<sup>e</sup> Ch. Civ. – Sect. A) 27 novembre 2012** ..... 326  
Note **Chantal Mathieu**, Maître de conférences, Université de Franche-Comté ..... 329

Doctrines : **Vie personnelle / vie professionnelle : une distinction en voie de dissolution ? (petit exercice de jardinage juridique)** par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université de Lorraine..... 431

Contrat à durée déterminée – Requalification judiciaire – Embauche – Licenciement – Causalité entre la rupture et l'action en justice – Réintégration

**Conseil de prud'hommes de Meaux (Référé – Département) 17 mai 2013** ..... 547  
Note **Secteur Droits, Libertés et Actions juridiques, Union locale CGT de Chelles**..... 549

Contrat à durée déterminée – Rupture anticipée – Action en justice engagée par le salarié antérieurement à la rupture – Non-respect des motifs légaux de rupture – Présomption de causalité entre la rupture et l'action en justice – Preuve contraire  
Conseil de prud'hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Violation d'une liberté fondamentale – Poursuite du contrat de travail

Libertés et droits fondamentaux – Accès à un tribunal – Article 6 § 1 CEDH – Action en justice engagée par le salarié contre son employeur pendant l'exécution de son contrat de travail

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013** ..... 550  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 550

Élections professionnelles – Protocole préélectoral – Collèges – Nombre – Premier collègue exclusivement composé de travailleurs mis à disposition – Absence de candidats éligible au CE – Violation d'un principe général du droit – Droit de participer aux élections et d'être représenté – Caducité de la décision de la Directrice – Sursis à statuer

**Tribunal d'instance de Versailles 15 janvier 2013** ..... 554  
Note **Emmanuelle Bousard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Paris ..... 557

Vie personnelle – Passage à temps partiel pour élever un enfant – 1<sup>o</sup> Épuisement des voies de recours internes – Recevabilité – 2<sup>o</sup> Droit à un procès équitable – Accès à un tribunal – Interdiction de la discrimination – Exécution des décisions

**CIUE 19 février 2013**..... 571  
Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... 572

Doctrines : **Baby-Loup, suite : le contrôle de la restriction, par l'employeur, de la liberté religieuse dans l'entreprise privée** par **Jean-François Akandji-Kombé**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne ..... 580

Liberté religieuse – Restriction – Pouvoir de direction – Limites – 1<sup>o</sup> Principe de laïcité – Exclusion – Organisme de droit privé ne gérant pas un service public – 2<sup>o</sup> Règlement intérieur – Contenu

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mars 2013** ..... 587

Contrat de travail – Définition du rapport salarial – Maîtres sous contrat des établissements d'enseignement privés – Statut – Qualification légale d'agent public – Atteinte aux conventions (non) – Atteintes au principe de participation (non)

**Conseil constitutionnel, décision n° 2013-322 QPC, 14 juin 2013** ..... 616  
Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP ..... 617

## LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE (voir aussi Emploi ; Ruptures du contrat de travail)

Document : **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi – Contribution de la CGT**..... 307

Document : **Observations du Syndicat de la Magistrature sur le projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi** .. 313

## MOTIFS

Cessation d'activité – Société appartenant à un groupe – Appréciation de la situation économique du secteur d'activité – Caractère florissant – Légèreté blâmable de l'employeur – Licenciement sans cause réelle et sérieuse

**Conseil de prud'hommes de Grenoble (Industrie – Département) 4 juin 2012** ..... 138  
Note **Arnaud Mazières**, juriste d'entreprise ..... 140

Tribunaux – mesures d'instruction *in futurum* art. 145 CPC – Contribution à l'établissement de la preuve (deux espèces) – Activité déficitaire – Filialisation – Cession – Procédure collective – Faute du cédant – Appréciation – Expertise économique – Portée – Évaluation de la crédibilité de la poursuite de l'activité (deuxième espèce)

**Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 1 – 3<sup>e</sup> chambre) 4 septembre 2012**..... 287  
Note **Sylvie Mazardo** et **Paul Riandey**, Avocats au Barreau d'Orléans..... 290

Ruptures du contrat de travail – Entreprise en liquidation judiciaire – Résiliation judiciaire du contrat de travail – Licenciement pour motif économique – Examen des motifs de la demande de résiliation – Manquements de l'employeur	
<b>Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement – Départage) 30 octobre 2012</b> .....	348
Note <b>Philippe Rechoulet</b> , Conseiller prud'homme, Bordeaux.....	350

## LICENCIEMENTS INDIVIDUELS

### Obligations de l'employeur

Conseil de prud'hommes – Bureau de jugement – Saisine directe – Entreprise en difficulté – Litige relatif à l'inscription des créances salariales par le représentant des créanciers	
Licenciement pour motif économique – Obligation de reclassement – Périmètre – Entreprises sous-traitantes – Condition – Appartenance au même groupe	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 octobre 2012</b> .....	214
Note <b>Stani Ondze</b> , Docteur en droit, Membre de l'IRERP, Paris-Ouest Nanterre-La Défense.....	214

Obligations de reclassement – Reclassement préalable au licenciement et reclassement postérieur – Distinction – Préjudice autonome	
<b>Cour d'appel de Versailles (19<sup>e</sup> ch.) 18 juillet 2012</b> .....	220
Note <b>Laure Daviau</b> , Avocate au Barreau de Marseille.....	221

1 <sup>o</sup> Action en justice – Prescription (L. 1235-7) – Limites – 2 <sup>o</sup> Obligation de reclassement – Employeur faisant l'objet d'une procédure collective – Incidence (non) – Expédition de 48 lettres aux autres sociétés du groupe – Caractère sérieux des recherches (non) – 3 <sup>o</sup> Obligation de formation et d'adaptation – Non-respect	
<b>Conseil de prud'hommes de Mulhouse (Industrie) 4 décembre 2012</b> .....	338
Note <b>André Chamy</b> , Avocat au Barreau de Mulhouse.....	343

Obligation d'adaptation au poste de travail – Responsabilité de l'employeur – Carence – Absence de mobilisation du plan de formation – Inertie du salarié – Incidence (non) – Licenciement pour motif économique – Préjudice distinct – Dommages et intérêts	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juin 2013</b> .....	714
Note <b>Sylvie Mess</b> , Conseillère prud'homme, Avignon.....	715

### CRP – Convention de conversion

Convention de reclassement personnalisé – Obligation de reclassement – Effets – Date limite – Fin du délai de réflexion (non) – Notification de la lettre de licenciement (oui)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 novembre 2012</b> .....	216
Note.....	217

## LICENCIEMENTS COLLECTIFS

Comité d'entreprise – Attributions économiques – Consultation sur des suppressions d'emploi – Obligation de discrétion – Étendue – Contestation	
<b>Tribunal de grande instance de Lyon (référé) 9 juillet 2012</b> .....	22
Note <b>Claudy Ménard</b> , Formateur syndical, et <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise.....	23

Doctrine : <b>Externalisation de l'activité ou sous-traitance des licenciements ?</b> par <b>Stéphane Ducrocq</b> , Avocat au Barreau de Lille.....	187
---	-----

Doctrine : <b>La loi Sécurisation de l'emploi instaure-t-elle de « nouveaux droits collectifs » ?</b> , par <b>Emmanuelle Richard</b> , Juriste en droit social.....	530
--	-----

### Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)

Co-emploi – Confusion d'intérêts, d'activité et de direction – Caractérisation – Confusion établie entre sociétés-« sœurs » – Licenciement économique privé de cause réelle et sérieuse – PSE insuffisant	
---	--

<b>Conseil de prud'hommes de Paris (Industrie – Départage) 25 octobre 2012</b> .....	270
Note <b>Pierre-François Legrand</b> , Doctorant à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne.....	274

1 <sup>o</sup> Plan de sauvegarde de l'emploi – Bénéfice – Avantages réservés à certains salariés – Indemnités additionnelles de licenciement – Exclusion des salariés disposant d'une préretraite ou d'une pension d'invalidité – Différence de traitement justifiée – 2 <sup>o</sup> Salarié en arrêt maladie classé en invalidité de 2 <sup>e</sup> catégorie – Procédure de licenciement économique – Propositions de reclassement – Obligation pour l'employeur informé de l'invalidité d'organiser une visite de reprise – Préconisations du médecin du travail – Portée	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012</b> .....	345
Note <b>Michèle Bonnechère</b> , Professeur, Université d'Evry-Val d'Essonne.....	346

Comité d'entreprise – Consultation – Projet de fermeture temporaire totale d'un hôtel pour rénovation – 1 <sup>o</sup> Information due au Comité – Insuffisance – Suspension du projet – 2 <sup>o</sup> PSE/plan de départs volontaires – Insuffisance – Nullité	
<b>Tribunal de grande instance de Paris (P. 1 – Ch. 4) 15 janvier 2013</b> .....	395
Note <b>Jean-Pierre Bougnoux</b> , Avocat au Barreau d'Angers..	400

Rupture pour motif économique – Plan de départs volontaires – Nullité du PSE – Nullité des départs volontaires	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2012</b> .....	608
Note <b>Anaïs Ferrer</b> , Conseillère confédérale DJAJ – CGT.....	608

Entreprise en difficulté – Insuffisance du PSE – Conséquence – Art. L. 1235-10 excluant la nullité – Conformité à la Constitution (oui)	
<b>Décision n° 2013-299 QPC, 28 mars 2013</b> .....	685
Observations <b>Pierre-Yves Gahdoun</b> , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP.....	686

Réorganisation et plan de départs « volontaires » – Suppressions d'emploi – Plan de reclassement interne – Nécessité (oui) <b>Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 1<sup>ère</sup> chambre) 11 mars 2013</b> .....	699
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise.....	702

## LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir aussi Ruptures du contrat de travail)

### PROCÉDURE

Droit disciplinaire – Règlement intérieur – Consultations préalables des représentants du personnel – Communication à l'inspecteur du travail – Défaut – Conséquence – Licenciement privé de cause réelle et sérieuses	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2012</b> .....	26
Note <b>Christelle Varin</b> , Maître de conférences, Université Grenoble-Alpes, membre du CRJ.....	27

Preuve – Conversation téléphonique – Message laissé sur une boîte vocale – Transcription par huissier – Procédé déloyal (non) – Recevabilité de la preuve (oui) – Licenciement – Caractère verbal – Absence de cause réelle et sérieuse	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013</b> .....	296
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences... ..	297

Transaction – Objet – Détermination – Limites – Rupture du contrat de travail – Dépassement – Validité (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012</b> .....	561
Note <b>S. D.</b> .....	562

« Envoyez, c'est informé ! »... ou l'employeur, la Poste et la Cour de Kafkation (À propos de Cass. Soc. 10 juillet 2013, n° 12-14-0850 P) par <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine.....	734
--	-----

Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Rupture du contrat de travail – Renonciation patronale au bénéfice de la clause – Notification par lettre recommandée – Défaut d'acheminement – Incidence (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013**..... 738

## MOTIFS DE LICENCIEMENT

Revendications portant sur le remboursement de frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d'expression – Trouble manifestement illicite – Réintégration  
**Cour d'appel de Versailles (6<sup>e</sup> ch. – Référé) 20 novembre 2012**..... 130  
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 131  
 Doctrine : **Variations autour de la volonté du salarié** par **Pascal Lokiec**, Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense..... 464

Lettre de licenciement – Qualification de la faute – Pouvoir du juge – Portée – Aggravation (non)  
 Grève – Licenciement – Condition – Faute lourde – Défaut – Conséquence – Nullité de la rupture  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 juin 2013**..... 725  
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine..... 726

## NULLITÉ

Clause de mobilité – Non-respect – Obligations familiales impérieuses – Licenciement – Absence de cause réelle et sérieuse  
**Cour d'appel de Versailles (17<sup>e</sup> ch.) 5 septembre 2012**.... 125  
 Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme, Avignon..... 127

Revendications portant sur le remboursement de frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d'expression – Trouble manifestement illicite – Réintégration  
**Cour d'appel de Versailles (6<sup>e</sup> ch. – Référé) 20 novembre 2012**..... 130  
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 131

Zone aéroportuaire – Habilitation préfectorale – Retrait – Effet – Force majeure ou fait du prince (non) – Licenciement – Obligation de reclassement (oui)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 septembre 2012**..... 132  
 Note **Michel Desrues**, Défenseur syndical..... 133

Contrat à durée déterminée – Requalification judiciaire – Embauche – Licenciement – Causalité entre la rupture et l'action en justice – Réintégration  
 Conseil de prud'hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Violation d'une liberté fondamentale – Accès à un tribunal – Article 6 § 1 CEDH – Poursuite du contrat de travail  
**Conseil de prud'hommes de Meaux (Référé - Départage) 17 mai 2013**..... 547  
 Note **Secteur Droits, libertés et actions juridiques, Union locale CGT de Chelles**..... 549

Contrat à durée déterminée – Rupture anticipée – Action en justice engagée par le salarié antérieurement à la rupture – Non-respect des motifs légaux de rupture – Présomption de causalité entre la rupture et l'action en justice – Preuve contraire  
 Conseil de prud'hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Violation d'une liberté fondamentale – Poursuite du contrat de travail  
 Libertés et droits fondamentaux – Accès à un tribunal – Article 6 § 1 CEDH – Action en justice engagée par le salarié contre son employeur pendant l'exécution de son contrat de travail  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013**..... 550  
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 550

Discrimination – Femme enceinte – Licenciement pour faute grave – Falsification de bulletins de paie en vue de l'obtention d'un prêt – Charge de la preuve – Faits établis (non) – Nullité de la rupture – Réintégration – Tiers prêteur – Atteinte à la vie privée – Indemnisation  
 Syndicat professionnel – Action en justice – Intervention

volontaire – Violation des règles protectrices de la maternité – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Dommages et intérêts  
**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 4<sup>e</sup> ch.) 23 avril 2013**..... 669  
 Note **Pauline Le Bourgeois**, Avocat au Barreau de Toulouse 672

Congé parental d'éducation – Expiration – Reprise d'emploi – Manquement de l'employeur – Condamnation sous astreinte à proposer un emploi similaire à celui occupé précédemment – Refus des postes proposés – Licenciement – Violation de l'art. L. 1225-55 – Réintégration  
**Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement – Départage) 27 mai 2013**..... 708  
 Note **Paul Cao**, Avocat au Barreau d'Angers..... 712

## MALADIE

Absences répétées – Remplacement – Nécessité – Cadre d'appréciation – Entreprise  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 janvier 2013**..... 347  
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 348

Syndicat professionnel – Action en justice – 1<sup>o</sup> Absence des salariés – Arrêts maladie – Risques de perturbations de la production – Pressions de l'employeur – Entretiens individualisés – Discrimination indirecte – 2<sup>o</sup> Non-paiement d'une prime – Recevabilité de l'action syndicale – Paiement d'une somme déterminée (non) – Application du principe d'égalité de traitement – Recevabilité (oui)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 février 2013**..... 359  
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 360

Doctrine : **Inaptitude et rupture du contrat de travail : un régime réellement protecteur du salarié ?** par **Marc Véricel**, Professeur de droit privé, Doyen de la faculté de droit de Saint-Etienne, CERCRID..... 454

Discrimination – État de santé – Licenciement – Nullité de la rupture – Réintégration ordonnée par voie judiciaire – Défaut d'exécution – Demande postérieure en résiliation judiciaire du contrat de travail – 1<sup>o</sup> Indemnités – Revenus de remplacement – Cumul – 2<sup>o</sup> Effets de la résiliation – Licenciement nul  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 mai 2013**..... 716  
 Note **Rachel Spire**, Avocate au Barreau de Paris..... 717

## LICENCIEMENTS DES SALARIÉS PROTÉGÉS (voir Protection des représentants du personnel)

## MALADIE (voir Discriminations ; Licenciement pour motif personnel ; Médecine du travail ; Santé au travail)

## MÉDECINE DU TRAVAIL

Doctrine : **La nature juridique des interventions du médecin du travail** par **Francis Meyer**, Maître de conférences, Institut du travail, Université de Strasbourg..... 12

Licenciement pour motif économique – 1<sup>o</sup> Plan de sauvegarde de l'emploi – Bénéfice – Avantages réservés à certains salariés – Indemnités additionnelles de licenciement – Exclusion des salariés disposant d'une préretraite ou d'une pension d'invalidité – Différence de traitement justifiée – 2<sup>o</sup> Salarié en arrêt maladie classé en invalidité de 2<sup>e</sup> catégorie – Procédure de licenciement économique – Propositions de reclassement – Obligation pour l'employeur informé de l'invalidité d'organiser une visite de reprise – Préconisations du médecin du travail – Portée  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012**..... 345  
 Note **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université d'Evry-Val d'Essonne..... 346

**MOBILITÉ (voir Contrat de travail)****NÉGOCIATION COLLECTIVE (voir Conventions et accords collectifs)****PLAN SOCIAL / PSE (voir Licenciement pour motif économique)****PRESTATIONS FAMILIALES (voir Sécurité sociale)****PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL**

Doctrines : **Le salarié investi d'un mandat extérieur à l'épreuve de la schizophrénie patronale : la Chambre sociale de la Cour de cassation confirme le diagnostic erroné du Conseil constitutionnel** par **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... **1**

Conseiller prud'homme – Mise à la retraite – Connaissance de l'existence du mandat par l'employeur – Preuve à la charge du salarié – Moment  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2012** ..... **37**  
Note ..... **38**

Désignation – Concomitance – Convocation à l'entretien préalable au licenciement  
**Conseil d'État 23 décembre 2011** ..... **49**  
Note **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne ..... **49**

Déplacement d'office – Référé – Suspension – Urgence – Droit syndical  
**Conseil d'État 4 juin 2012** ..... **53**  
Note **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne ..... **54**

Prise d'acte – Conséquences – Effets d'un licenciement nul – Droit à réintégration (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 mai 2013** ..... **505**  
Note **C. S.** ..... **506**

Chroniques de Droit administratif du travail par **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne

Licenciement – Autorisation – Annulation – Réintégration – Emploi équivalent – Refus – Faute disciplinaire (non)

**Conseil d'État 19 octobre 2012** ..... **578**  
Observations ..... **579**

Licenciement disciplinaire – Fait fautif – Prescription  
**Conseil d'État 1<sup>er</sup> octobre 2012, n° 345.252** ..... **619**

Licenciement – Faute – Doute – Faits révélés postérieurement à l'autorisation

**Conseil d'État 26 décembre 2012, n° 355.059** ..... **620**  
Licenciement – Motif économique – Cessation d'activité – Contrôle

**Conseil d'État 8 avril 2013, n° 348.559** ..... **621**  
Observations ..... **620-622**

Comité d'entreprise – Attributions économiques – Suppressions d'emploi – Obligation de discrétion – Portée (deux espèces) – 1<sup>o</sup> Réorganisation et plan de départs « volontaires » – Consultation – Absence de preuve de la nature confidentielle des éléments – Trouble manifestement illicite – Levée de l'obligation (première espèce) – 2<sup>o</sup> Protection des représentants du personnel – Transmission de l'information aux salariés visés par le plan de licenciements

– Demande d'autorisation de licenciement pour faute – Défense des intérêts des salariés – Caractère inopposable de l'obligation de discrétion – Rejet de la demande (deuxième espèce)

**Deuxième espèce : Inspection du travail (UT 078 – Sect. 15) 7 mai 2012** ..... **701**

Note **Arnaud Mazières**, juriste d'entreprise ..... **702**

Demande d'autorisation de licenciement – Inaptitude –

Contrôle de l'administration – Portée – Harcèlement à l'origine de l'inaptitude – Annulation de l'autorisation  
**Cour administrative d'appel de Marseille (7<sup>e</sup> ch.) 11 juin 2013** ..... **719**  
Note **Michel Desrués**, Défenseur syndical ..... **720**

Protection des représentants du personnel – Conseiller du salarié – Expiration de CDD – Action en requalification – Connaissance de l'existence du mandat par l'employeur – Preuve à la charge du salarié – Moment  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 mars 2013** ..... **754**  
Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme, Creil ..... **755**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE**

Convention et accord collectifs – Égalité de traitement – Respect – Prévoyance (deux espèces) – Indemnisation durant un arrêt maladie – Différence de montant et de durée selon les catégories professionnelles – Justification (non) – Extension du bénéficiaire aux non-cadres (première espèce) – Prise en charge patronale de la totalité de la cotisation – Avantage excluant les non-cadres – Justifications (sic) – Particularités des régimes de prévoyance – Objectif de solidarité – Égalité de traitement limitée à une même catégorie professionnelle (deuxième espèce)

**Première espèce : Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 4 septembre 2012** ..... **401**

**Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2013** ..... **402**

Note **Jean-Marc Bagnard**, Défenseur syndical, Union locale CGT de Lons-le-Saunier ..... **403**

Conventions et accords collectifs – Protection sociale complémentaire – Accords de branche – Exigence d'un objectif d'intérêt général – 1<sup>o</sup> Obligation d'ouvrir des négociations – 2<sup>o</sup> Art. L. 912-1 du Code de la Sécurité sociale – Désignation de l'organisme assureur – Adhésion obligatoire après mise en concurrence – Atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté contractuelle

**Décision n° 2013-672 DC, 13 juin 2013, Loi relative à la sécurisation de l'emploi** ..... **613**

Observations **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP ..... **615**

Doctrines : **Deux enseignements à propos de la généralisation de la couverture complémentaire santé**, par **Jean-Pierre Chauchard**, Professeur émérite de l'Université de Nantes ..... **626**

**RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL (autres que licenciements)**

Doctrines : Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux – 29 mars 2013. **Le salarié, entre rupture choisie et rupture subie ? Interrogations sur des ruptures du contrat de travail**

**La volonté du salarié en matière de rupture unilatérale du contrat de travail** par **Frédéric Géa**, Professeur à la Faculté de droit de Nancy, Université de Lorraine ..... **470**

**La volonté du salarié en matière de ruptures bilatérales** par **Gilles Auzero**, Professeur, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (COMPTRASEC UMR 5114) ..... **483**

**Rapport de synthèse** par **Jean-Pierre Laborde**, Professeur, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Membre du Centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (UMR CNRS-Université n° 5114) ..... **492**

Transaction – Objet – Détermination – Limites – Rupture du contrat de travail – Dépassement – Validité (non)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012** ..... **561**  
Note **S. D.** ..... **562**

## MISE À LA RETRAITE

Discrimination – Âge – Mis à la retraite – Justification – Objectif d'emploi des jeunes – Incomplétude de la pension de retraite – Recours au CDD

<b>CJUE 5 juillet 2012</b> .....	<b>62</b>
Note <b>Valérie Lacoste-Mary</b> , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux.....	<b>63</b>

## PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE

Protection des représentants du personnel – Prise d'acte – Conséquences – Effets d'un licenciement nul – Droit à réintégration (non)

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 mai 2013</b> .....	<b>505</b>
Note <b>C. S.</b> .....	<b>506</b>

Manquements reprochés à l'employeur – Preuve – Défaut – Effets – Démission – Indemnité de préavis – Paiement

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 avril 2013</b> .....	<b>506</b>
Note.....	<b>506</b>

Congé parental d'éducation – Reprise d'emploi à l'issue du congé – Affectation à un autre poste – Emploi initial disponible – Licéité (non) – Clause de mobilité – Portée – Prise d'acte justifiée (oui)

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2013</b> .....	<b>667</b>
Note <b>J.-D. S.</b> .....	<b>668</b>

## RUPTURE CONVENTIONNELLE (loi du 25 juin 2008)

Accident du travail – Situation conflictuelle – Précipitation – Divergence des exemplaires – Annulation de la convention de rupture (oui) – Licenciement abusif (oui)

Première espèce : <b>Conseil de prud'hommes de Nancy (Industrie) 28 février 2013</b> .....	<b>408</b>
--	------------

Constat d'inaptitude en cours – Non-respect des délais et procédures – Défaut d'information du droit à assistance – Indemnité inférieure à l'indemnité légale – Annulation de la convention de rupture (oui) – Nullité de la rupture (oui)

Deuxième espèce : <b>Cour d'appel de Poitiers (Ch. Soc.) 28 mars 2012</b> .....	<b>411</b>
---	------------

Accident de travail – Défaut de visite de reprise – Suspension du contrat de travail – Litige antérieur ou concomitant – Caractère indifférent – Annulation de la convention de rupture (non)

Troisième espèce : <b>Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. B) 14 février 2013</b> .....	<b>412</b>
---	------------

Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine.....	<b>413</b>
--	------------

**La volonté du salarié en matière de ruptures bilatérales** par **Gilles Auzero**, Professeur, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (COMPTRASEC UMR 5114).....

.....	<b>483</b>
-------	------------

Doctrines : **Validité d'une rupture conventionnelle conclue en l'état d'un différend existant entre les parties** (Rapport sous Cass. Soc. 23 mai 2013) par **Alexandre David**, Conseiller référendaire à la Cour de cassation.....

.....	<b>496</b>
-------	------------

Validité – Différend existant entre les parties au contrat de travail – Incidence (non) – Exception – Rupture conventionnelle ne pouvant être imposée par l'une ou l'autre des parties (L. 1337-11)

Syndicat professionnel – Action en justice – Intérêt collectif de la profession – Défaut

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2013</b> .....	<b>503</b>
---	------------

Forme – Convention signée par les parties – Remise d'un exemplaire au salarié – Liberté du consentement – Garantie – Nécessité – Sanction – Nullité

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013</b> .....	<b>507</b>
Note <b>Anais Ferrer</b> , Conseillère confédérale DJAJ – CGT.....	<b>508</b>

## RÉSILIATION JUDICIAIRE

Manquement de l'employeur – Résiliation judiciaire – Indemnisation – Modalité des fonctions résultant de l'introduction d'un nouvel échelon hiérarchique – Privation d'autonomie et de responsabilités – 2° – Exécution loyale du contrat – Organisation court-circuitant les attributions du salarié

<b>Cour d'appel de Colmar (Ch. A – Sect. A) 15 novembre 2012</b> .....	<b>334</b>
Note <b>Aziza Benali</b> , Élève Avocat.....	<b>335</b>

Entreprise en liquidation judiciaire – Résiliation judiciaire du contrat de travail – Licenciement pour motif économique – Examen des motifs de la demande de résiliation – Manquements de l'employeur

<b>Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement – Département) 30 octobre 2012</b> .....	<b>348</b>
Note <b>Philippe Rechoulet</b> , Conseiller prud'homme, Bordeaux.....	<b>350</b>

Discrimination – État de santé – Licenciement – Nullité de la rupture – Réintégration ordonnée par voie judiciaire – Défaut d'exécution – Demande postérieure en résiliation judiciaire du contrat de travail – 1° Indemnités – Revenus de remplacement – Cumul – 2° Effets de la résiliation – Licenciement nul

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 mai 2013</b> .....	<b>716</b>
Note <b>Rachel Spire</b> , Avocate au Barreau de Paris.....	<b>717</b>

## DÉPART « VOLONTAIRE »

Comité d'entreprise – Consultation – Projet de fermeture temporaire totale d'un hôtel pour rénovation – 1° Information due au Comité – Insuffisance – Suspension du projet – 2° PSE/plan de départs volontaires – Insuffisance – Nullité

<b>Tribunal de grande instance de Paris (P. 1 – Ch. 4) 15 janvier 2013</b> .....	<b>395</b>
Note <b>Jean-Pierre Bougnoux</b> , Avocat au Barreau d'Angers.....	<b>400</b>

Rupture pour motif économique – Plan de départs volontaires – Nullité du PSE – Nullité des départs volontaires

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2012</b> .....	<b>608</b>
Note <b>Anais Ferrer</b> , Conseillère confédérale DJAJ – CGT.....	<b>608</b>

## SALAIRES - RÉMUNÉRATION

Droit d'auteur – Création de salariés – Dessins de joaillerie – Œuvre collective (oui) – Caractérisation – Cadre contraignant et défaut d'autonomie

<b>Cour d'appel de Paris (P. 5 – Ch. 2) 14 septembre 2012</b> ....	<b>38</b>
Note <b>Camille Dorignon</b> , Juriste en propriété intellectuelle.....	<b>42</b>

Contrat de travail – Exécution – Revendication portant sur le remboursement des frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d'expression – Trouble manifestement illicite – Réintégration

<b>Cour d'appel de Versailles (6° Ch. – Référé) 20 novembre 2012</b> .....	<b>130</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise.....	<b>131</b>

Temps de travail – Temps de travail effectif – Temps de trajet – Déplacement excédant un trajet normal – Contrepartie – Obligation (oui) – Assimilation à du temps de travail effectif (non)

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012</b> .....	<b>148</b>
Note <b>C. S.</b> .....	<b>149</b>

Doctrines : **La frontière entre l'activité professionnelle et le bénévolat**, par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail.....

.....	<b>229</b>
-------	------------

Santé au travail – Organisation du travail – Rémunération variable assise sur une mise en concurrence des salariés (*benchmark*) – Risques psychosociaux – Absence de mesures de prévention – Interdiction de mise en œuvre



**Tribunal de grande instance de Lyon (1<sup>ère</sup> Ch. – Sect. 2)  
4 septembre 2012.....279**

Note .....282

Doctrines : **Avantages individuels acquis et rémunération** (À propos de l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 24 avril 2013, *Caisse d'épargne*) par **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheure, Université Paris-Ouest La Défense.....593

Accords d'entreprise – Dénouement – Bénéfice des avantages individuels acquis – Salariés engagés postérieurement à la dénonciation – Attribution d'avantages par engagement unilatéral de l'employeur – Réserve aux seuls salariés engagés postérieurement (oui) – Atteinte à l'égalité de traitement (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 avril 2013.....599**

Inventions du salarié – Invention hors mission attribuable – Revalorisation du juste prix dû par l'employeur – Conditions d'appréciation  
**Cour de cassation (Ch. Com.) 9 juillet 2013.....758**

Note **Camille Dorignon**, Juriste en propriété intellectuelle.....759

À travail égal, salaire égal – Charge de la preuve – Éléments de fait – Preuve entre les mains de l'autre partie – Allégations : insuffisantes – Production de justificatifs – Communication forcée – Nécessité – Abstention ou refus de communiquer – Office du juge (deux espèces)  
**Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2013.....761**

**Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement – Département) 7 février 2013.....762**

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine.....763

## SALARIÉS PROTÉGÉS (voir Protection des représentants du personnel)

### SANTÉ AU TRAVAIL (voir aussi : CHSCT ; Discrimination ; Inaptitude ; Médecine du travail)

Maladie professionnelle – Cancer – Ouvrier déversant le goudron – 1<sup>o</sup> Caractère professionnel – Contestation par l'employeur du poste réellement occupé – 2<sup>o</sup> Faute inexcusable – Conscience du danger – Caractérisation – Non-respect des prescriptions de la médecine du travail – Défaut de communication du document unique d'évaluation des risques  
**Cour d'appel de Lyon (Sécurité sociale) 13 novembre 2012.....223**

Note **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences, Université de Bordeaux-I.....226

Accident du travail – Faute inexcusable de l'employeur – Accident cardio-vasculaire – Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Risques psychosociaux – Surcharge de travail  
**Cour de cassation (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 8 novembre 2012.....263**

Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris.....264

Organisation du travail – Rémunération variable assise sur une mise en concurrence des salariés (*benchmark*) – Risques psychosociaux – Absence de mesures de prévention – Interdiction de mise en œuvre  
**Tribunal de grande instance de Lyon (1<sup>ère</sup> Ch. – Sect. 2) 4 septembre 2012.....279**

Note .....282

Licenciement pour motif économique – 1<sup>o</sup> Plan de sauvegarde de l'emploi – Bénéfice – Avantages réservés à certains salariés – Indemnités additionnelles de licenciement – Exclusion des salariés disposant d'une préretraite ou d'une pension d'invalidité – Différence de traitement justifiée – 2<sup>o</sup>

Salarié en arrêt maladie classé en invalidité de 2<sup>e</sup> catégorie – Procédure de licenciement économique – Propositions de reclassement – Obligation pour l'employeur informé de l'invalidité d'organiser une visite de reprise – Préconisations du médecin du travail – Portée  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012.....345**

Note **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université d'Evry-Val d'Essonne.....346

Temps de travail – Forfait-jours – Condition de validité – Droit à la santé et au repos – Respect – Vérification – Accord collectif – Contenu  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 avril 2013.....610**

Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social.....611

## SÉCURITÉ SOCIALE (voir aussi Chômage ; Protection sociale complémentaire)

Maladie professionnelle – Cancer – Ouvrier déversant le goudron – 1<sup>o</sup> Caractère professionnel – Contestation par l'employeur du poste réellement occupé – 2<sup>o</sup> Faute inexcusable – Conscience du danger – Caractérisation – Non-respect des prescriptions de la médecine du travail – Défaut de communication du document unique d'évaluation des risques  
**Cour d'appel de Lyon (Sécurité sociale) 13 novembre 2012.....223**

Note **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences, Université de Bordeaux-I.....226

Faute inexcusable de l'employeur – Accident cardio-vasculaire – Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Risques psychosociaux – Surcharge de travail  
**Cour de cassation (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 8 novembre 2012.....263**

Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris.....264

Doctrines : **La rente d'accident du travail ne peut donner lieu à un recours subrogatoire du tiers-payeur sur un poste de préjudice personnel** (Conclusions sous Conseil d'État (Sect.), 8 mars 2013, req. n<sup>o</sup> 361273) par **Alexandre Lallet**, Rapporteur public.....361

Rente – Objet – Réparation des préjudices subis par la victime dans sa vie professionnelle – Conséquence – Recours subrogatoire exercé par la caisse au titre d'une telle rente (4<sup>o</sup> de l'art. L. 431-1 du Code de la Sécurité sociale) – Application des dispositions issues du IV de l'article 25 de la loi du 21 décembre 2006 – Postes de préjudice sur lesquels imputer la rente – Pertes de gains professionnels et incidences professionnelles de l'incapacité (oui) – Poste de préjudice personnel (non)  
**Conseil d'État 8 mars 2013.....372**

Règlement (CEE) n<sup>o</sup> 1408/71 – Prestations familiales pour orphelins – Totalisation des périodes d'assurance et d'emploi – Périodes accomplies par le parent survivant dans un autre État membre – Absence de prise en compte  
**CJUE 21 février 2013.....570**

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux.....570

Bénéficiaires – Enfant mineur étranger résidant en France – Conditions – 1<sup>o</sup> Article L. 512-2, CSS – Conventionnalité au regard des art. 8 et 14 CEDH et de la Convention de New York sur les droits de l'enfant – Attestation d'entrée régulière – Disposition revêtant un caractère objectif – Disproportion (non) – 2<sup>o</sup> Production du certificat médical délivré par l'Office français de l'immigration et de l'intégration – Exception – Application d'un traité bilatéral  
**Cour de cassation (Ass. Plén.) 5 avril 2013.....773**

Note **Lola Isidro**, Doctorante, IREPP Nanterre.....774

Bénéficiaires – Documents visés par les art. L. 512-2 et D. 512-1 – 1<sup>o</sup> Conditions – 2<sup>o</sup> Titres de séjour – Portée – Caractère reconnu (non)

<b>Cour de cassation (2<sup>e</sup> Ch. civ.) 23 mai 2013</b> .....	<b>779</b>
Note <b>Lola Isidro</b> , Doctorante, IRERP Nanterre .....	<b>779</b>

Faute inexcusable – Réparation – Étendue – Préjudices énumérés à l'article L. 452-3 CSS – Dommages non couverts – Détermination – 1<sup>o</sup> Assistance par une tierce personne après consolidation (non) – 2<sup>o</sup> Déficit fonctionnel temporaire pour la période antérieure à la consolidation (oui)

<b>Cour de cassation (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 20 juin 2013</b> .....	<b>782</b>
Note <b>Frédéric Guimard</b> , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS) .....	<b>783</b>

## SERVICES PUBLICS (voir Entreprises publiques ; Fonctionnaires et agents publics)

## STATUTS PARTICULIERS (voir Entreprises publiques ; Travailleurs étrangers)

## SYNDICATS PROFESSIONNELS

### FONCTIONNEMENT - ACTIVITÉS

Doctrines : <b>Pour un renouvellement de la jurisprudence de la Cour EDH relative à la liberté d'expression syndicale ou la liberté d'expression syndicale, fille de la liberté syndicale</b> par <b>Jean-François Akandji-Kombé</b> , Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris-I, Doyen honoraire de la Faculté de droit de Caen .....	<b>299</b>
---	------------

Contrat de travail – Exécution – Dispositif de géolocalisation des véhicules – Salariés itinérants – 1 <sup>o</sup> Recours – Justification et proportionnalité (oui) – 2 <sup>o</sup> Modalités – Conditions – Respect de la vie personnelle – Respect de la liberté syndicale – Exercice des mandats représentatifs – Nécessité d'une désactivation à l'initiative du salarié	
<b>Cour d'appel de Bordeaux (4<sup>e</sup> Ch. Civ. – Sect. A) 27 novembre 2012</b> .....	<b>326</b>
Note <b>Chantal Mathieu</b> , Maître de conférences, Université de Franche-Comté .....	<b>329</b>

Hébergement – Local prêté par une commune – Dénonciation du prêt par la commune et demande d'expulsion – Prêt d'un logement revêtant le caractère d'usage (art. 1135 C. civ.) – Portée – Obligation de relogement	
<b>Cour d'appel de Versailles (1<sup>ère</sup> ch. – 2<sup>ème</sup> sect.) 26 février 2013</b> .....	<b>425</b>
Note <b>Marie-France Bied-Charreton</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	<b>426</b>

Document : Note aux organisations CGT à propos du procès des dirigeants de l'UIMM .....	<b>746</b>
---	------------

### REPRÉSENTATIVITÉ

Doctrines : <b>L'égalité en matière syndicale – Le concept politico-juridique de représentativité : clef de voûte de l'armature de l'égalité en matière syndicale</b> par <b>Yves Struillou</b> , Conseiller d'État, Conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation .....	<b>91</b>
--	-----------

Appréciation – Moment – Élections partielles – Incidence (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 février 2013</b> .....	<b>429</b>
Note <b>Florence Canut</b> , Maître de conférences, Université Montpellier-3 .....	<b>429</b>

## DISCRIMINATION

Licenciement (deux espèces) – Réintégration (première espèce) – Référé – Office du juge (deuxième espèce)	
Première espèce : <b>Conseil de prud'hommes de Clermont-</b>	

<b>Ferrand (Commerce) 4 décembre 2012</b> .....	<b>418</b>
Deuxième espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2012</b> .....	<b>422</b>
Note <b>Secteur Droits, libertés et actions juridiques, Union départementale CGT DU Puy-de-Dôme</b> .....	<b>422</b>

## ACTION EN JUSTICE

Chômage – Pôle emploi – Diligences contribuant au retour à l'emploi – Défaut	
Syndicat professionnel – Action en justice - Recevabilité	
<b>1) Tribunal administratif de Paris (référé) 11 septembre 2012</b> .....	<b>76</b>
<b>2) Conseil d'État (référé) 4 octobre 2012</b> .....	<b>77</b>

Action civile – Intérêt collectif de la profession – Préjudice – Préjudice direct ou indirect – Personnes exerçant une fonction publique – Manquement au devoir de probité – Prise illégale d'intérêts	
<b>Cour de cassation (Ch. Crim.) 27 juin 2012</b> .....	<b>142</b>
Note <b>Alain Lévy</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>144</b>

Contestation de la régularité de consultation d'un CHSCT – Recevabilité (oui)	
CHSCT – Convocation – Délai - Urgence	
<b>Tribunal de grande instance du Havre (référé) 16 octobre 2012</b> .....	<b>145</b>
Note <b>Éric Baudeau</b> , Avocat au Barreau de Rouen .....	<b>146</b>

Doctrines : <b>À propos de la retranscription gouvernementale de l'ANI du 11 janvier 2013 : « sécurisation de l'emploi » ou « sécurisation des décisions patronales » ?</b> par <b>Mireille Poirier</b> , Maître de conférences, Université Montesquieu, Bordeaux-IV .....	<b>240</b>
--	------------

Recevabilité – Convention collective applicable – Détermination – Activité principale de l'entreprise – Régularisation de la situation de l'ensemble des salariés de l'entreprise	
<b>Tribunal de grande instance de Nanterre (2<sup>e</sup> ch.) 23 novembre 2012</b> .....	<b>351</b>
Note <b>Marianne Keller Lyon-Caen</b> , Maître de conférences honoraire, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne .....	<b>353</b>

1 <sup>o</sup> Absence des salariés – Arrêts maladie – Risques de perturbations de la production – Pressions de l'employeur – Entretiens individualisés – Discrimination indirecte – 2 <sup>o</sup> Non-paiement d'une prime – Recevabilité de l'action syndicale – Paiement d'une somme déterminée (non) – Application du principe d'égalité de traitement – Recevabilité (oui)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 février 2013</b> .....	<b>359</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>360</b>

Doctrines : <b>Validité d'une rupture conventionnelle conclue en l'état d'un différend existant entre les parties</b> (Rapport sous Cass. Soc. 23 mai 2013) par <b>Alexandre David</b> , Conseiller référendaire à la Cour de cassation .....	<b>496</b>
---	------------

Validité – Différend existant entre les parties au contrat de travail – Incidence (non) – Exception – Rupture conventionnelle ne pouvant être imposée par l'une ou l'autre des parties (L. 1337-11)	
---	--

Syndicat professionnel – Action en justice – Intérêt collectif de la profession - Défaut	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2013</b> .....	<b>503</b>

Doctrines : <b>Accès à la justice sociale : vers l'action collective</b> , par <b>Pascal Rennes</b> , Directeur du travail honoraire .....	<b>523</b>
--	------------

Syndicat professionnel - Action en justice – Intervention volontaire – Violation des règles protectrices de la maternité – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Dommages et intérêts	
<b>Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 4<sup>e</sup> ch.) 23 avril 2013</b> .....	<b>669</b>
Note <b>Pauline Le Bourgeois</b> , Avocat au Barreau de Toulouse ..	<b>672</b>

## DÉLÉGUÉS SYNDICAUX ET REPRÉSENTANTS DE LA SECTION SYNDICALE

### Désignation

Périmètre de désignation – Accords collectifs prévoyant un cadre plus restreint que celui du comité d'établissement-Validité des désignations – Obligation pour le juge de vérifier l'existence d'une collectivité de travailleurs et d'intérêts communs (deux espèces) – Accord d'entreprise – Entreprise ayant un comité d'entreprise unique (première espèce) – Convention collective – Disposition plus favorable (deuxième espèce)

<b>Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012</b> .....	<b>282</b>
<b>Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012</b> .....	<b>283</b>
Note <b>Pascal Rennes</b> , Directeur du travail honoraire.....	<b>284</b>

1° Représentant de la section syndicale – Syndicat représentatif au niveau de l'entreprise, mais non représentatif dans un ou plusieurs établissements distincts – Désignation d'un représentant de la section syndicale dans ces établissements (oui) – Présence d'un délégué syndical central indifférente – 2° Section syndicale – Existence – Appréciation – Communication de la liste des adhérents à l'employeur (non) – 3° Contestation de la désignation d'un RSS – Condamnation aux dépens (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 février 2013</b> .....	<b>559</b>
Note <b>Pascal Rennes</b> , Directeur du travail honoraire.....	<b>560</b>

### Attributions

Élections professionnelles – Dépôt des listes de candidats – Délégué syndical – Nécessité d'un mandat exprès de son organisation – Absence de réclamation de ce mandat, ni contestation par l'employeur au moment de ce dépôt – Régularité des élections (oui) – Validité des désignations (oui)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2012</b> .....	<b>30</b>
Note <b>Pascal Rennes</b> , Directeur du travail honoraire.....	<b>30</b>

### Heures de délégation

Doctrines : <b>La rémunération des temps d'attente lors du déplacement d'un représentant du personnel</b> (Rapport sous Cass. Soc. 12 juin 2013, <i>San Marina</i> ), par <b>François Ballouhey</b> , Conseiller à la Cour de cassation .....	<b>588</b>
Exercice du mandat – Temps de déplacement – Rémunération – Temps d'attente	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2013</b> .....	<b>591</b>

## TEMPS DE TRAVAIL

### TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

Temps de trajet – Déplacement excédant un trajet normal – Contrepartie – Obligation (oui) – Assimilation à du temps de travail effectif (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2012</b> .....	<b>148</b>
Note <b>C. S.</b> .....	<b>149</b>

### REPOS

Forfait-jours – Condition de validité – Droit à la santé et au repos – Respect – Vérification – Accord collectif – Contenu	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 avril 2013</b> .....	<b>610</b>
Note <b>Emmanuelle Richard</b> , Juriste en droit social.....	<b>611</b>

### TRAVAIL À TEMPS PARTIEL

Contrat à durée déterminée – Temps partiel – Requalifications – Effet – Alternance de périodes travaillées et non travaillées – Paiement des salaires (oui) – Déduction des autres revenus perçus (non)

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 octobre 2012</b> .....	<b>268</b>
Note <b>Jean-Louis Borie</b> , Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand.....	<b>269</b>

Travail illégal – Quantification des heures de travail – Application de la convention collective étendue – Distributeur de prospectus – Dissimulation d'heures de travail (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Crim.) 16 avril 2013</b> .....	<b>564</b>
Note <b>Hervé Guichaoua</b> , Directeur du travail.....	<b>564</b>

Vie personnelle – Passage à temps partiel pour élever un enfant – 1° Épuisement des voies de recours internes – Recevabilité – 2° Droit à un procès équitable – Accès à un tribunal – Interdiction de la discrimination – Exécution des décisions	
<b>CJUE 19 février 2013</b> .....	<b>571</b>
Note <b>Valérie Lacoste-Mary</b> , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux.....	<b>572</b>

Contrat de travail – 1° temps partiel – Contrat fixant la durée et l'amplitude – Défaut d'horaires – Avenants répétés modifiant la durée mensuelle du travail – Salarié devant se tenir à la disposition de l'employeur – Requalification en contrat à temps plein – 2° Accidents de travail – Inaptitude constatée par le médecin du travail – a) Recherche de reclassement – Absence de réalité – b) Consultation des délégués du personnel – Caractère collectif – Nécessité d'une réunion	
<b>Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 16 avril 2013</b> .....	<b>601</b>
Note <b>Claude Lévy</b> , Défenseur syndical CGT des hôtels de prestige et économiques.....	<b>605</b>

## TRANSACTION

Objet – Détermination – Limites – Rupture du contrat de travail – Dépassement – Validité (non)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 décembre 2012</b> .....	<b>561</b>
Note <b>S. D.</b> .....	<b>562</b>

## TRAVAIL À TEMPS PARTIEL (voir Temps de travail)

## TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Travail saisonnier – Demande d'autorisation de travail par l'employeur – Communication à l'administration d'un contrat différent de celui signé ensuite entre les parties – Introduction d'une période d'essai – Mouvement collectif portant des revendications salariales – Rupture de l'essai – Inopposabilité au salarié du second contrat – Réintégration	
<b>Conseil de prud'hommes d'Annemasse (Référé) 9 août 2012</b> .....	<b>44</b>
Note <b>Hervé Guichaoua</b> , Directeur du travail.....	<b>48</b>

Doctrines : <b>Les droits du salarié victime du travail illégal</b> par <b>Hervé Guichaoua</b> , Directeur du travail .....	<b>510</b>
---	------------

Femmes de chambres mise à disposition d'un hôtel par une société de nettoyage – Bénéfice des dispositions conventionnelles – Défaut – Marchandage (oui) – Discrimination indirecte (loi du 27 mai 2008) – Femmes d'origine étrangère	
<b>Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 16 avril 2013</b> .....	<b>601</b>
Note <b>Claude Lévy</b> , Défenseur syndical, CGT des hôtels de prestige et économiques.....	<b>605</b>

Prestations familiales – Bénéficiaires – Documents visés par les art. L. 512-2 et D. 512-1 – 1° Conditions – 2° Titres de séjour – Portée – Caractère reconnaissable (non)	
<b>Cour de cassation (2° Ch. civ.) 23 mai 2013</b> .....	<b>779</b>
Note <b>Lola Isidro</b> , Doctorante, IREPP Nanterre.....	<b>779</b>

## TRAVAIL ILLÉGAL

## GÉNÉRALITÉS

Doctrines : **Construction des groupes : à la recherche du responsable** par **Nathalie Micault**, Avocate au Barreau de Paris..... 164

Annexe : travail illégal – Travail dissimulé – Responsabilité pénale – Complicité – Maison-mère ayant organisé l'infraction **Tribunal de grande instance de Bobigny (15<sup>e</sup> ch. correct.) 10 avril 2012** ..... 166

Doctrines : **À la recherche de la responsabilité du donneur d'ordre dans les relations de travail de sous-traitance : une quête impossible ?** par **Marguerite Kocher**, Maître de conférences, Université de Haute-Alsace, Avocate au Barreau de Versailles ..... 177

Doctrines : **Externalisation de l'activité ou sous-traitance des licenciements ?** par **Stéphane Ducrocq**, Avocat au Barreau de Lille ..... 187

Doctrines : **Les droits du salarié victime du travail illégal** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... 510

## TRAVAIL DISSIMULÉ

Dissimulation du nombre d'heures travaillées – Indemnité forfaitaire de rupture

Première espèce : **Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 4 septembre 2012**..... 401

Note **Jean-Marc Bagnard**, Défenseur syndical, Union locale CGT de Lons-le-Saunier..... 403

Indemnité pour travail dissimulé – Sanction civile – Cumul avec les indemnités de rupture (oui) – Indemnité conventionnelle de licenciement (oui)

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 février 2013** ..... 562

Note **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université d'Evry Val d'Essonne..... 563

Quantification des heures de travail – Application de la convention collective étendue – Distributeur de prospectus – Dissimulation d'heures de travail (non)

**Cour de cassation (Ch. Crim.) 16 avril 2013** ..... 564

Note **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... 564

## MARCHANDAGE – PRÊT ILLICITE

Doctrines : **Mise à disposition et prêt de main-d'œuvre : la main-d'œuvre extérieure importée dans l'entreprise** par **David Métin**, Avocat au Barreau de Versailles ..... 173

Égalité de traitement – Femmes de chambres mise à disposition d'un hôtel par une société de nettoyage – Bénéfice des dispositions conventionnelles – Défaut – Marchandage (oui) – Discrimination indirecte (loi du 27 mai 2008) – Femmes d'origine étrangère

**Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 16 avril 2013**..... 601

Note **Claude Lévy**, Défenseur syndical, CGT des hôtels de prestige et économiques..... 605

Inspection du travail – Procès-verbal – Auditions – Force probante

Travail illégal – Prêt illicite de main-d'œuvre – But lucratif – Caractérisation – Application de la loi *Cherpin* du 28 juillet 2011 (non)

**Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 mars 2013** ..... 680

Note **Thomas Kapp**, Responsable d'unité territoriale – Directrice ..... 681

## SOUS-TRAITANCE

Doctrines : **À la recherche de la responsabilité du donneur d'ordre dans les relations de travail de sous-**

**traitance : une quête impossible ?** par **Marguerite Kocher**, Maître de conférences, Université de Haute-Alsace, Avocate au Barreau de Versailles ..... 177

Fausse sous-traitance – Requalification – Entreprise utilisatrice employeur du salarié prêt – Entreprise utilisatrice débitrice des droits du salarié prêt

**Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 27 juin 2013** ..... 721

Note **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... 723

## TRIBUNAUX (voir aussi Conseils de prud'hommes)

Chômage – Pôle emploi – Diligences contribuant au retour à l'emploi – Défaut

Syndicat professionnel – Action en justice – Recevabilité

**1) Tribunal administratif de Paris (référé) 11 septembre 2012** ..... 76

**2) Conseil d'État (référé) 4 octobre 2012**..... 77

Syndicat professionnel – Action civile – Intérêt collectif de la profession – Préjudice – Préjudice direct ou indirect – Personnes exerçant une fonction publique – Manquement au devoir de probité – Prise illégale d'intérêts

**Cour de cassation (Ch. Crim.) 27 juin 2012**..... 142

Note **Alain Lévy**, Avocat au Barreau de Paris..... 144

Mesures d'instruction *in futurum* art. 145 CPC – Contribution à l'établissement de la preuve (deux espèces) – Conseil de prud'hommes – Pouvoirs de la formation de référé – Violation de l'obligation d'égalité de traitement – Motif légitime – Respect de la vie personnelle et du secret des affaires – Obstacles (non) (première espèce) – Activité déficitaire – Filialisation – Cession – Procédure collective – Faute du cédant – Appréciation – Expertise économique – Portée – Évaluation de la crédibilité de la poursuite de l'activité (deuxième espèce)

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2012** ..... 287

Deuxième espèce : **Cour d'appel de Paris (Pôle 1 – 3<sup>e</sup> chambre) 4 septembre 2012** ..... 287

Note **Sylvie Mazardo** et **Paul Riandey**, Avocats au Barreau d'Orléans ..... 290

Document : **Observations du Syndicat de la Magistrature sur le projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi** .. 313

Doctrines : **À propos de Normativité économique et droit du travail** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences, Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP..... 521

Doctrines : **Accès à la justice sociale : vers l'action collective**, par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire..... 523

Vie personnelle – Passage à temps partiel pour élever un enfant – 1<sup>er</sup> Épuisement des voies de recours internes – Recevabilité – 2<sup>o</sup> Droit à un procès équitable – Accès à un tribunal – Interdiction de la discrimination – Exécution des décisions

**CJUE 19 février 2013** ..... 571

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... 572

Tribunaux – Action en justice – Délai raisonnable – Juridictions administratives

**Conseil d'État 24 octobre 2012, n<sup>o</sup> 352.930** ..... 623

Observations **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne ..... 624

Doctrines : **Contrôle de la légalité des actes administratifs et intérêt du justiciable : quels nouveaux espaces pour le juge prud'homal ? Conclusions du Ministère public**

**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013**, par **Patrick Henriot**, Substitut général ..... 635

Contrat de travail – Frais professionnels – Entretien des tenues de travail – Prise en charge – Employeur – Société de droit privé chargée d'une mission de service public – Note interne reportant sur les agents les frais d'entretien – Légalité – Appréciation – Contrariété avec le droit communautaire transposé – Primauté de la directive européenne (art. 88-1 Constitution) – Question préjudicielle devant l'ordre administratif (non) – Compétence du juge judiciaire (oui) – Référé – Trouble manifestement illicite – Mise à l'écart de la note  
**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 30 mai 2013**..... 642  
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 648  
 Tribunaux – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge judiciaire – Appréciation de la légalité d'un acte administratif réglementaire – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre administratif – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge judiciaire pour se prononcer sur la légalité – 1° Illégalité manifeste – Jurisprudence établie (deux espèces) – 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité  
 Première espèce : **Tribunal des conflits 17 octobre 2011**... 653  
 Deuxième espèce : **Tribunal des conflits 12 décembre 2011**..... 654

Doctrines : **La lenteur excessive de la justice prud'homale** (TGI Paris 5 juin 2013, n° 12-04402) par **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV. 656  
 Tribunaux – Fonctionnement défectueux du service public de la justice – Contestation de licenciements pour motif économique – Dépassement des délais légaux pour réunir les bureaux de conciliation et de jugement – Prononcé des jugements plusieurs années après l'audience – Engagement de la responsabilité de l'État (oui)  
**Tribunal de grande instance de Paris 5 juin 2013**..... 662

CHSCT – Expert – Prestation – Contestation de l'employeur – Effet suspensif (non) – Annulation du recours à l'expert – Paiement de l'expert dû par l'employeur (oui)  
 Tribunal – Compétence – Différend entre l'expert du CHSCT et l'employeur – Tribunal de grande instance – Procédure liée à l'art. R. 4624-19 CT (oui)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 janvier 2013**..... 663  
 Note **Karim Hamoudi**, Avocat au Barreau de Paris..... 663

Doctrines : **Les particularités du contentieux social** par **Yves Saint-Jours**, professeur émérite honoraire, Université de Perpignan ..... 696

Comité d'entreprise – Société commerciale ou EPIC chargé d'une mission de service public – Consultation préalable du CE – Contestation – Compétence juridictionnelle – Distinction – 1° Décision d'organisation du service public – Compétence de l'ordre administratif – 2° Décision n'affectant pas directement le service public – Réorganisation d'un réseau de télécommunications de sécurité – Défaut d'incidence sur la distribution et le transport d'électricité ou sur la situation des usagers – Compétence judiciaire  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013**..... 704  
 Note **Fabrice Février**, Avocat au Barreau de Paris..... 706

Document : Note aux organisations CGT à propos du procès des dirigeants de l'UIMM ..... 746

**Réflexions complémentaires suscitées par une chronique récente du Président de la Chambre sociale de la Cour de cassation** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine ..... 771

## DROIT DU TRAVAIL (8<sup>ème</sup> édition)

par *Elsa Peskine et Cyril Wolmark*



Dalloz coll. Hypercours  
 2013 – 707 pages  
 ISBN : 978-2-247-13026-9 – 34 €

### I. SITUER LE DROIT DU TRAVAIL

Ouvertures / Domaine / Sources

### II. L'ACCÈS À L'EMPLOI

Le recrutement / Conclusion du contrat / CDD / Les relations triangulaires de travail / Le contrat de travail à temps partiel

### III. LE POUVOIR DE L'EMPLOYEUR

Pouvoir disciplinaire / Pouvoir normateur / Pouvoir et contrat / Pouvoir et droits fondamentaux

### IV. LE CONTENU DE L'EMPLOI

Le salaire / Le temps de travail

### V. LE CONTRAT PRÉSERVÉ

La suspension du contrat de travail / Transferts d'entreprise

### VI. L'EMPLOI PERDU

Qualification de la rupture / Droit commun du licenciement / Les motifs personnels de licenciement / Le licenciement économique

### VII. LES SALARIÉS COALISÉS

La grève / Le syndicat

### VIII. LES CONVENTIONS COLLECTIVES

Formation et champ d'application / Modification et destruction des conventions collectives / Les conventions collectives parmi les sources du droit du travail

### IX. LES DÉLÉGUÉS DES TRAVAILLEURS

Diversité des délégués / Désignation et élection des représentants

### X. LA PUISSANCE PUBLIQUE

L'inspection du travail / Le conseil de prud'hommes

# Table chronologique de la jurisprudence

(les décisions en italique ont été publiées en extraits)

	DATE	JURIDICTION	NOM DES PARTIES .....	PAGE
<b>2011</b>				
<b>OCTOBRE</b>	17/10/2011	Trib. Conflits	Préfet de la région Bretagne, SCEA du Chêneau c/ INAPORC (n° 3828) .....	653
<b>DÉCEMBRE</b>	12/12/2011	Trib. Conflits	Préfet de la région Ile-de-France, Société Green Yellow et autres c/ Électricité de France (n° 3841).....	654
	23/12/2011	Conseil d'État	N° 338.607 .....	49
<b>2012</b>				
<b>MARS</b>	08/03/2012	CJUE	Huet c/ Université de Bretagne Occidentale (aff. C-251/11) .....	57
	28/03/2012	CA Poitiers (Ch. Soc.)	Adepecc 85 c/ G. et syndicat bois construction Vendée CFDT .....	411
<b>AVRIL</b>	10/04/2012	TGI Bobigny (15 <sup>e</sup> Ch. Correc.)	Salariés c/ Air France et J-C Spinetta .....	166
	19/04/2012	CJUE	Galina Meister c/ Speech Design Carrier Systems GmbH (aff. C-415/10) .....	60
<b>MAI</b>	07/05/2012	Décision Inspection du Travail (UT 078 - sect. 15)	Pall France SAS .....	701
	09/05/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Magasins Galeries Lafayette c/ L. (pourvoi n°11-13.687) .....	26
	31/05/2012	Conseil d'État	N° 354.186 .....	50
<b>JUIN</b>	04/06/2012	Conseil d'État	N° 347.563 .....	53
	04/06/2012	CPH Grenoble (Industrie - Départage)	Favand et a. c/ SARL Pepper Grenoble .....	138
	07/06/2012	TI Brest	UD FO c/ Ass. DonBosco et Élection Europe .....	34
	27/06/2012	C. Cass. (Ch. Crim.)	syndicats CGT et Sud des Caisses d'épargne c/ Pérol (pourvoi n° 11-86.920) .....	142
<b>JUILLET</b>	03/07/2012	C. Cass. (Ch. Com.)	Sodimedical (pourvoi n° 11-18.026) .....	205
	04/07/2012	Conseil d'État	N° 337.698 .....	55
	05/07/2012	CJUE	Torsten Hornfeldt c/ Posten Meddenlande AB (aff. C-141/11) .....	62
	09/07/2012	TGI Lyon (Référé)	Comité d'entreprise Sté Adia c/ Société Adia .....	22
	11/07/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ SCP Ortscheidt (pourvoi n°11-12.161) .....	25
	18/07/2012	CA Versailles (19 <sup>e</sup> Ch.)	Gadaleta c/ SAS Num .....	220
	27/07/2012	TA Marseille (3 <sup>e</sup> Ch.)	Syndicat CGT de l'hôpital de Pertuis et a. c/ Agence régionale de santé PACA .....	540
<b>AOÛT</b>	09/08/2012	CPH Annemasse (Référé)	Gelich et a. c/ Earl La Framboiseraie .....	44
<b>SEPTEMBRE</b>	04/09/2012	TGI Lyon (1 <sup>ère</sup> Ch. Sect. 2)	Syndicat SUD Groupe BPCA c/ Caisse d'Épargne Rhône Alpes Sud .....	279
	04/09/2012	CA Paris (Pôle 1 - Ch. 3)	UPS SCS France c/ SAS Maintenance Partner Solutions .....	287
	04/09/2012	CA Besançon (Ch. Soc.)	M. c/ SA Pernin Serge .....	401
	05/09/2012	CA Versailles (17 <sup>e</sup> Ch.)	N. c/ SARL Manulav .....	125
	11/09/2012	TA Paris (Référé)	Aff. A. et CGT Chômeurs et précaires c/ Pôle emploi .....	76
	12/09/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Air France c/ Bréban (pourvoi n° 11-12.547) .....	132
	14/09/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Nelis c/ Iton Seine (pourvoi n°11-21.307) .....	37
	14/09/2012	CA Paris (Pôle 5 - Ch. 2)	Berthelot c/ Van Cleef & Arpels et a. ....	38
	26/09/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	UL Cgt Villefranche-sur-Saône c/ Sté St Jean Industries et a. (pourvoi n° 11-25.544 s.) .....	30
<b>OCTOBRE</b>	01/10/2012	Conseil d'État	N° 345.252, tables Rec. Lebon .....	619
	04/10/2012	Conseil d'État (Référé)	N° 362.948 .....	77
	16/10/2012	TGI Le Havre (Référé)	CGT Renault Sandouville c/ Renault .....	145
	17/10/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	France 3 c/ X (pourvoi n°11-14.795) .....	268
	18/10/2012	CJUE	Rosanna Valenza (C-302/11 à 305/11) .....	567
	19/10/2012	Conseil d'État	N° 334.588, tables Rec. Lebon .....	578
	23/10/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Commissaire à l'exécution du plan de redressement de la Sté Acières de Ploërmel et a. c/ Cogard (pourvoi n° 11-15.530) .....	214
	24/10/2012	Conseil d'État	N° 342.930, Rec. Lebon .....	623
	25/10/2012	TGI Paris (Référé)	Comité de groupe Famar France holding, FNIC CGT et a. c/ Famar FFH et a. ....	120
	25/10/2012	CPH Paris (Industrie - Départage)	Beaulieu c/ mandataire-liquidateur de S.I.L (Éminence) .....	270
	30/10/2012	CPH Paris (Encadrement - Départage)	Zannier c/ liquidateur de la SARL Maât .....	348

<b>NOVEMBRE</b>	02/11/2012	TGI Nancy (Ch. 9 - Référé)	Aff. Comité d'établissement de la Cie des salins du midi c/ SA Compagnie des salins du midi et des savelines de l'Est.....	<b>266</b>
	08/11/2012	C. Cass. (2 <sup>e</sup> Ch. Civ.)	Sociétés Sedih et Sogec Europe c/ G. (pourvoi n° 11-23.855).....	<b>263</b>
	13/11/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Transport Clergue c/ Toos (pourvoi n° 11-14.162).....	<b>216</b>
	13/11/2012	CA Lyon (Sécurité sociale)	Eurovia Alpes c/ Serrano Andrade et a.....	<b>223</b>
	14/11/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	AFP c/ Luccarini (pourvoi n° 11-21.307).....	<b>148</b>
	14/11/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société de traitement de presse c/ Derdar et a. (pourvoi n° 11-27.490).....	<b>282</b>
	14/11/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Association La Clé pour l'autisme c/ UD CFDT du Val d'Oise (pourvoi n° 11-25.433).....	<b>283</b>
	15/11/2012	CA Colmar (Ch. A - sect. A)	Fabien F. c/ SAS S. Solutions Atex.....	<b>334</b>
	20/11/2012	CA Versailles (6 <sup>e</sup> Ch. Référé)	Olivier Trancart et SNPEFP-CGT c/ Europe Management.....	<b>130</b>
	20/11/2012	CA Chambéry (Ch. Soc.)	B. et autres salariés et C.G.E.A d'Anney c/ liquidateur judiciaire de la SA Wirth et Gruffat.....	<b>206</b>
	21/11/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté de l'UES Monoprix c/ CCE de l'UES Monoprix (pourvoi n° 11-10.625).....	<b>118</b>
	23/11/2012	TGI Nanterre (2 <sup>e</sup> Ch.)	Comité d'entreprise de la Sté Help Line Victoria et FNPSECP-CGT c/ Help Line Victoria.....	<b>351</b>
	27/11/2012	CA Nancy (1 <sup>ère</sup> Ch. Civ.)	Aff. Comité d'établissement de la Cie des salins du midi c/ SA Compagnie des salins du midi et des savelines de l'Est.....	<b>267</b>
	27/11/2012	CA Bordeaux (4 <sup>e</sup> Ch. Civ. - sect. A)	SA Lyonnaise des Eaux France c/ Syndicat du Personnel CGT de la Sté Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage.....	<b>326</b>
<b>DÉCEMBRE</b>	04/12/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Régie de quartier Behren insertion c/ X (pourvoi n° 11-27.508).....	<b>134</b>
	04/12/2012	CPH Mulhouse (Industrie)	Arnold et a. c/ liquidateur de la SARL Interlags.....	<b>338</b>
	04/12/2012	CPH Clermont-Ferrand (Commerce)	Stéphane c/ Carrefour Market.....	<b>418</b>
	05/12/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	US CGT du commerce, de la distribution et des services de Paris c/ Sté hôtelière Paris le Halles (pourvoi n° 12-13.828).....	<b>217</b>
	05/12/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	L. c/ Nestlé France (pourvoi n° 10-24.204).....	<b>345</b>
	05/12/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Madame Joilot c/ Établissement Baudrin (pourvoi n° 11-15.471).....	<b>561</b>
	06/12/2012	TGI Lyon (référé)	CGT TCL et a. c/ Kéolis.....	<b>404</b>
	18/12/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pourvoi n° 11-13.813.....	<b>295</b>
	19/12/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Radio France c/ Prutner (pourvoi n° 11-20.526).....	<b>287</b>
	19/12/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	X et CGT commerce, distribution et services du Puy-de-Dôme c/ KFC France (pourvoi n° 11-25.830).....	<b>422</b>
	26/12/2012	Conseil d'État	N° 355.059.....	<b>620</b>

## 2013

<b>JANVIER</b>	10/01/2013	CADA	(Avis n° 2012-4880).....	<b>276</b>
	10/01/2013	TGI Tarascon	Fibre excellence Tarascon c/ CHSCT.....	<b>389</b>
	15/01/2013	TGI Paris (P. 1 - Ch. 4)	Comité d'entreprise de la société C. Hôtel c/ SAS C. Hôtel (Hôtel Crillon).....	<b>395</b>
	15/01/2013	TI Versailles	Dassault Systèmes c/ Fédération des travailleurs de la Métallurgie CGT et a.....	<b>554</b>
	16/01/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Centre hospitalier général Jean Rougier c/ CHSCT (pourvoi n° 11-25.282).....	<b>325</b>
	23/01/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. c/ société Coiff'idis (pourvoi n° 11-28.075).....	<b>347</b>
	28/01/2013	CA Paris (Pôle 6 - Ch. 1)	Fédération nationale des Industries chimiques CGT et a. c/ SNC Faurecia Interieur Industrie et SA Peugeot.....	<b>378</b>
<b>FÉVRIER</b>	06/02/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pourvoi n° 11-23.738.....	<b>297</b>
	06/02/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Bâtiment et génie civil c/ Pereira Olivera (pourvoi n° 11-27.000).....	<b>507</b>
	06/02/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Karim, CGT FAPT Vaucluse et a. c/ France télécom (pourvoi n° 11-11.740 s.).....	<b>549</b>
	06/02/2013		Mme Antuna Suarez c/ M. Sahli (pourvoi n° 11-23.738).....	<b>562</b>
	07/02/2013	CPH Paris (Encadr. - Départ.)	Masala c/ Musiwave IEB.....	<b>762</b>
	12/02/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté PBS c/ Rochefeuille (pourvoi n° 11-28.649).....	<b>275</b>
	12/02/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Sovab c/ syndicat CGT Sovab (pourvoi n° 11-27.689).....	<b>359</b>
	13/02/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Force Ouvrière de la Métallurgie c/ Fédération générale des mines de la métallurgie CFDT (pourvoi n° 12-18.098).....	<b>429</b>
	13/02/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Brico dépôt c/ Sévillano et syndicat CFDT (pourvoi n° 12-19.662).....	<b>558</b>
	14/02/2013	CA Lyon (Ch. Soc. B)	SA Strand Cosmetics Europe c/ Cenet.....	<b>412</b>
	19/02/2013	CEDH	García Mateos c. Espagne (req. n° 38285/09).....	<b>571</b>
	21/02/2013	CIUE	M.N c/ Styrelsen (aff. C-46/12).....	<b>568</b>
	21/02/2013	CIUE	Patricia Dumont de Chassart c/ Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés (ONAFTS) (aff. C-619/11).....	<b>570</b>

	26/02/2013	CA Versailles (1 <sup>ère</sup> ch. - 2 <sup>e</sup> sect.)	Union locale CGT 28 et a. c/ Commune de Chartres .....	425
	28/02/2013	CPH Nancy (Ind.)	B. c/ Sarl Artisan d'Antan .....	408
<b>MARS</b>	08/03/2013	Conseil d'État	D. (req. N° 361273 publié au recueil Lebon).....	372
	11/03/2013	CA Paris (Pôle 6 - Ch. 1)<	Comité Central d'entreprise Sanofi Aventis Recherche c/ SA Sanofi Aventis Recherche et Développement.....	699
	13/03/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Générale de logistique c/ Aldehuelo (pourvoi n° 11-20.490) .....	402
	13/03/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Jiyar c/ Lanteri (pourvoi n° 12-22.285) .....	695
	19/03/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Laaouej c. Association Baby Loup (pourvoi n° 11-28.845) .....	587
	19/03/2013	C. Cass. (Ch. Crim.)	R. (pourvoi n° 11-86.552).....	680
	26/03/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Danjour et Union départementale CGT c/ Ambulances usselloises (pourvoi n° 11-28.269) .....	754
	28/03/2013	Conseil Constitutionnel	Décision n° 2013-299 QPC, Mme Maitena V. ....	685
<b>AVRIL</b>	05/04/2013	C. Cass. (Ass. Plén.)	Goudjil c/ CAF de Paris (pourvoi n° 11-17.520) .....	773
	08/04/2013	Conseil d'État	N° 348.559, Rec. Lebon .....	621
	10/04/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Cessot décoration (pourvoi n° 12-14749).....	506
	12/04/2013	Conseil d'État (Assemblée)	N° 329.570, Rec. Lebon .....	573
	16/04/2013	C. Cass. (Ch. Crim.)	Société Adrexo Sud Ouest (pourvoi n° 12-81.767).....	563
	16/04/2013	CPH Paris (Commerce)	Frempong et CGT HPE c/ SA Française de services groupe.....	601
	23/04/2013	CA Paris (Pôle 6 - 4 <sup>e</sup> ch.)	J. c/ SA HSBC France et SA CA Consumer Finance (ex Sofinco).....	669
	24/04/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Lhoste c/ Caisse d'épargne d'Auvergne et du Limousin (pourvoi n° 12-10.196) ....	599
	24/04/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Lowendalmasaï SA c/ Plazanet (pourvoi n° 11-28.398) .....	610
<b>MAI</b>	13/05/2013	CA Paris (Pôle 6 - Ch. 1)	SAS Laboratoire Famar FFH c/ FNIC CGT et a.....	665
	14/05/2013	CPH Versailles (Ind. Départ.)	Chabert et UFICT CGT c/ GE Medical systems .....	766
	15/05/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Norbert Dentressangle Bennes c/ Mille (pourvoi n° 11-26.414).....	608
	15/05/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	ISAST c/ Michelin (pourvoi n° 11-24.218) .....	663
	17/05/2013	CPH Meaux (Référé - Département)	Dessendier c/ SNCF.....	547
	23/05/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Oratio avocats c/ C. et syndicat des Avocats de France (pourvoi n° 12-13.865) .....	503
	23/05/2013	CA Chambéry (Ch. Soc.)	SAS Loomis France c/ Abdelkader B. ....	676
	23/05/2013	C. Cass. (2 <sup>e</sup> Ch. Civ.)	X c/ CAF de Montpellier (pourvoi n° 12-17.238).....	779
	27/05/2013	CPH Paris (Encadr. - Départ.)	Mercy c/ Société générale .....	708
	29/05/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Gadet-Losfeld c/ Clinique Saint-Jean (pourvoi n° 12-15.974).....	505
	29/05/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cabinet médical de Beauregard c/ H. (pourvoi n° 11-28.734) .....	716
	29/05/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Roesch c/ Incotel (pourvoi n° 12-13.357) .....	727
	29/05/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Adrexo c/ X (pourvoi n° 12-14.052) .....	729
	30/05/2013	CA Paris (Pôle 6 - Ch. 2)	Golubovic et syndicat Energie Cergy c/ SA GRDF et SA ERDF .....	642
<b>JUIN</b>	04/06/2013	TGI Paris (Ch. 1 - Sect. 4)	Président du Comité d'établissement c/ Comité d'établissement de la société Boehringer Ingelheim.....	545
	05/06/2013	TGI Paris	n° 12/04402 .....	662
	05/06/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Drouault c/ Numec (pourvoi n° 11-21255).....	714
	05/06/2013	CPH Grasse	Ordonnance du président et du vice-président.....	748
	11/06/2013	Cour Admin. d'Appel de Marseille (7 <sup>e</sup> ch.) T.	.....	719
	12/06/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société San Marina c/ Bourgeois (pourvoi n° 12-15.064).....	591
	12/06/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ sociétés Manpower et Kodak (pourvoi n° 11-14.458).....	761
	13/06/2013	Conseil Constitutionnel	Décision n° 2013-672 DC, Loi relative à la sécurisation de l'emploi .....	613
	14/06/2013	Conseil Constitutionnel	Décision n° 2013-322 QPC, M. Philippe W. ....	616
	14/06/2013	Conseil Constitutionnel	Décision n° 2013-320/321 QPV, M. Yacine T. et autre .....	684
	19/06/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Thomas Cook voyages c/ Ducouso (pourvoi n° 12-12.758).....	667
	20/06/2013	C. Cass. (2 <sup>e</sup> Ch. Civ.)	Rauch c/ Spie Batignolles TPCL (pourvoi n° 12-21.548) .....	782
	26/06/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Ambulance l'Hermitage Incana Jacqueson c/ Paros et a. (pourvoi n° 11-27.413) .....	725
	27/06/2013	CA Grenoble (Chambre sociale)	F. c/ SA NTN -SNR Roulements et a. ....	721
<b>JUILLET</b>	02/07/2013	TGI Bobigny (Ch. 1 Sect. 5 - Référé)	CFDT Spasaf et a. c/ Connecting Bag Services et a.....	750
	09/07/2013	C. Cass. (Ch. Com.)	Audibert c/ Arcelor Mittal France (pourvoi n° 12-22.157).....	758
	10/07/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	RTE EDF c/ Comité central RTE et FNME-CGT (pourvoi n° 12-17.196) .....	704
	10/07/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Transports Joël Sudre c/ Blot (pourvoi n° 12-14080).....	738